



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 30 AVRIL 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1910, de nommer MM. Frank Keyes, John Colford, jr, et Arthur Poirier, conseillers de la municipalité de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 2037

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 14^e jour d'avril 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Trois-Rivières. — MM. Téléphore Brunel et Joseph A. Bourassa, marchands, Alexandre Ricard, boulanger, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comté de Saint-Maurice. 2047

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 avril 1910, de nommer M. Ferdinand Marcotte, cultivateur, de Saint-Jean l'Évangéliste, agent des terres et forêts pour la division de Bonaventure Est. 035

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th APRIL, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1644

Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 23rd April, 1910, to appoint Messrs. Frank Keyes, John Colford jr, and Arthur Poirier, councillors of the municipality of Saint Colomban, county of Two Mountains, under the provisions of articles 327 of the municipal code. 2038

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th day of April, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Three Rivers. — Messrs. Téléphore Brunel and Joseph A. Bourassa, merchants, Alexandre Ricard, baker, of the parish of Saint-Boniface de Shawinigan, county of Saint-Maurice. 2048

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th April, 1910, to appoint Mr. Ferdinand Marcotte, farmer, of Saint Jean l'Évangéliste, lands and forests agent, for the division of Bonaventure East. 2036

Avis du Gouvernement

No 3252.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Détacher cette partie de la ville de Saint-Pierre, connue comme le quartier ouest, ainsi que le territoire joignant à l'est du terrassement du C. P. R., étant les numéros de cadastre 914 et 915, de la paroisse de Lachine, de la municipalité scolaire des villes et paroisses de Lachine, comté de Jacques-Cartier, et l'annexer à la municipalité scolaire protestante du Côteau Saint-Pierre, comté d'Hochelega, pour fins scolaires. 2049

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Gerald Saunders Fogarty, gérant, Edward Joseph O'Connor, docteur en médecine, Walter Lindley Barlow, docteur en médecine, John Hyde, comptable, et Charles Edwards Hyde, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et faire les affaires d'une compagnie de terrains et en rapport avec iceux, conduire les affaires d'une compagnie de terrains et acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et posséder, subdiviser, tracer des lots à bâtir, rues, terrains, carrés et autrement, améliorer, développer, louer, vendre, transporter, échanger, louer et en disposer autrement et en général faire le commerce de terrains et d'immeubles de toute sorte et description, soit vacant, améliorer ou autrement, et aussi tous droits, titres ou intérêts y ayant rapport, et les hypothéquer ou garantir sur toute partie d'iceux, garantir ou engager toute propriété mobilière et immobilière de toute sorte ou description ou toute partie d'icelles, et tous droits et privilèges que la compagnie peut considérer nécessaires pour les fins de ses affaires, et dans et sur telles terrains et immeubles ou toute partie d'iceux, faire ériger, construire, bâtir, mettre en opération et maintenir ces chemins, rues, ruelles, ponts et ateliers, moulins, appareils, manufactures et toutes autres bâtisses, travaux et améliorations qui peuvent être considérés utiles en rapport aux fins de la compagnie, y compris la construction dans et sur telles terrains ou toute partie d'iceux, de trottoirs, drainage, aqueduc, égouts, matériel d'éclairage et accessoires, et toutes les autres améliorations de nature à augmenter la valeur de la propriété de la compagnie ou aucune partie d'icelle, et employer le capital ou tous autres fonds de la compagnie pour telles fins ou aucune d'icelles ;

Faire des avances au moyen de prêts pour les fins de construction, ou autres améliorations aux acquéreurs ou bailleurs de toute partie de la propriété de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et maintien de chemins, rues, ponts, trottoirs, ouvrages hydrauliques, égouts, matériel d'éclairage et autres améliorations calculées à rendre la propriété de la compagnie plus accessible ou à augmenter sa valeur ;

Faire les affaires comme agents d'immeubles, experts, estimateurs, courtiers d'immeubles, entrepreneurs et constructeurs et faire en général les affaires d'agences d'immeubles, y compris l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges et autres semblables, et négocier des baux et toutes autres formes de contrat en rapport aux immeubles ;

Prendre et posséder des hypothèques, obligations et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et prendre

Government Notice

No. 3252.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

To detach that portion of the town of Saint Pierre, known as the west ward, as well as the territory adjoining east of C. P. R., embankment, being cadastral numbers 914 and 915, of the parish of Lachine, from the school municipality of the town and parish of Lachine, Jacques Cartier county, and to annex it to the protestant school, municipality of Côteau Saint Pierre, Hochelega county, for school purposes. 2050

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of April, 1910, incorporating Messrs Gerald Saunders Fogarty, manager, Edward Joseph O'Connor, doctor in medicine, Walter Lindley Barlow, doctor in medicine, John Hyde, accountant, and Charles Edwards Hyde, real estate agent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a real estate business and to do business as a land company, and, in connection therewith, to carry on the business of a land company, and to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise, to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, and to mortgage, hypothecate or pledge same or any part thereof, to pledge or pawn all personal or movable property of any kind or description or any part thereof, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business, and in and upon such lands and real estate or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and factories, mills, plants, manufacturing and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in the connection with the purposes of the company, including the construction in and on such lands, or any part thereof, of sidewalks, drains, watermains, sewers, lighting plant, and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property or any part thereof, and to use the capital or any other fund of the company for such purposes or any one of them ;

To make advances by way of loans for building purposes, or other improvements to purchasers or leasees of any part of the company's property and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value ;

To carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like, and negotiate leases and all other forms of contract in respect of real estate ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and

toute ou aucune partie de l'entreprise des affaires, propriété, actif ou obligations de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires en tout ou en partie que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété utile et propre aux fins de cette compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits, amalgamation, consolidation ou union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autre arrangement de même nature, avec toute personne, compagnie ou compagnies faisant ou engagées ou sur le point de faire ou être engagées dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée ou engagée à faire ou faisant des affaires ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, tenir et posséder, et durant la teneur d'iceux exercer tous les droits et privilèges des porteurs et propriétaires d'iceux, et vendre, avec ou sans garantie, et faire le commerce d'actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ou compagnies, ayant des buts ou objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle autre compagnie ou compagnies ;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties pour le paiement, soit en tout ou en partie de toute propriété, meubles et immeubles, droits de propriété, bail, affaires, franchises, entreprise, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables ou en rapport aux affaires de cette compagnie ;

Vendre, louer, échanger, garantir tous ou aucune partie de la propriété, droits ou entreprises de la compagnie et hypothéquer ses immeubles, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et emprunter ou prélever de l'argent sur le crédit de la compagnie ou par l'émission d'obligations, débetures ou autres garanties ou autrement, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Prêter de l'argent et garantir l'exécution de contrats et aussi l'accomplissement de toute obligation ou entreprise de toute autre compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée et accepter comme garantie de tel prêt et garantie toute sûreté qui peut être offerte par telle personne ou compagnie, y compris les actions et débetures de telles autres compagnies.

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débetures, garanties ;

Distribuer en espèces ou autrement, selon qu'il sera décidé, tout l'actif de la compagnie parmi ses membres et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie formée pour prendre tout ou aucune partie de l'actif ou obligations de cette compagnie et rembourser aux actionnaires de la compagnie, si c'est à propos, toute partie du capital de la compagnie, pourvu que toutes les obligations de la compagnie auront été payées ;

Acquérir et prendre de "The Fogarty Company, Limited" tous les immeubles maintenant en la possession de la dite compagnie, et de les payer en actions acquittées ou autrement, selon que cette compagnie jugera à propos ;

De temps à autre faire aucune ou plus des affaires et choses ci-dessus mentionnées et exercer tous tels droits et privilèges et en jouir, et faire tous tels

to take over the whole or any part of the undertaking business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business in whole or in part which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable and proper for the purposes of this company ;

To enter into any agreement for sharing of profits, amalgamation, consolidation, or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or other arrangement of a like nature, with any person or company or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To purchase, take in exchange, or in payment or otherwise acquire, hold and own, and whilst holding same to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and deal in the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company or companies, having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, property rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license, or concession, which this company may lawfully acquire, and to issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To sell, lease, exchange, pledge, or otherwise dispose of, or deal with all or any part of the property, rights, or undertaking of the company, and mortgage and hypothecate its real estate for such consideration as the company may think proper, and, in particular, for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to borrow, or raise money upon the credit of the company or by the issue of bonds, debentures or other securities or otherwise ;

To lend money and guarantee the performance of contracts, as also the performance of any obligation or undertaking of any other company in which the company is interested and to accept as security for such loan and guarantee any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other companies ;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, securities ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole, or any part of the assets or liabilities of this company, and to return to the shareholders of the company, if considered advisable, any part or portion of the capital of the company, providing all the liabilities of the company have been previously paid off ;

To acquire and take over from the Fogarty Company Limited all the immovable property and real estate now held by the said company, and to pay for same in fully paid up shares, or otherwise, as this company may consider advisable ;

From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth and to exercise and enjoy all such rights and privileges, and to do all

autres actes et objets en rapport ou avantageux à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, aussi faire toute affaire ou affaires ayant rapport aux fins et objets ci-dessus mentionnées, et que la compagnie peut conduire ses affaires, sous le nom de "The Fogarty Realty Company, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,

2039

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22 avril 1910, constituant en corporation MM. Donat Oscar Edmond Denault, commerçant, de Sherbrooke, John Stewart et Richard Harbeck, commerçants, Valentin Trahan, commerçant de bois, et Pierre Trahan, entrepreneur, de la ville de St-Jean, P. Q., dans les buts suivants :

Le commerce d'épicerie, de farine, foin, grains, provisions (denrées) et autres produits agricoles ;

Bâtir, acquérir, posséder et exploiter des moulins pour mouler les grains et faire la fleur et y faire tout commerce en découlant et s'y rattachant généralement.

Bâtir et posséder des entrepôts et faire le commerce de gros en général ;

Produire et développer des pouvoirs électriques ou autres selon qu'il serait nécessaire ou utile aux besoins de la compagnie.

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs, ou tout autre entente pour le partage des profits ou autrement, avec quiconque se livre ou sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée de faire.

Acquérir par achat bail ou autrement et prendre "as a going concern" le commerce établi, dans la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, par la société "Stewart, Denault & Cie," société en commandite ayant son siège d'affaires en la dite ville de Saint-Jean, de même acquérir et posséder tout autre commerce établi par une autre personne ou tout corps incorporé, de nature semblable à celui pour lequel autorisation est présentement demandée et d'émettre des parts acquittées pour le paiement total ou partiel ;

Acquérir, par achat ou autrement tous terrains nécessaires aux fins ci-dessus, sous le nom de "Stewart, Denault & Company, Limited," avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Saint-Jean, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2051

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25ème jour d'avril constituant en corporation MM. Gérard Lomer, marchand, Gerald Bell Lomer, étudiant, Vincent Simpson, comptable, Thomas Barnard Gould, solliciteur, et Thomas Joseph Coonan, secrétaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter et vendre des fournitures de manufactures, moulins, ateliers et chemins de fer, y compris toutes affaires et choses nécessaires ou utiles et ayant rapport à la fourniture, l'équipement, l'érection, la construction et la mise en opération de tous les susdits objets, et en faire le commerce ;

such other acts and things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects or any of them, as also to carry on any business or businesses germane to the purposes and objects above set forth, and the company may conduct its business, under the name of "The Fogarty Realty Company Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty first day of April, 1910.

JOS. DUMONT,

2040

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 22nd day of April, 1910, incorporating Messrs. Donat Oscar Edmond Denault, trader, of Sherbrooke, John Stewart and Richard Harbeck, traders, Valentin Trahan, wood dealer, and Pierre Trahan, contractor, of the town of Saint Johns, P. Q., for the following purposes :

To carry on business in groceries, flour, hay, grain, provisions (food stuffs) and other agricultural products ;

To build, acquire, hold and operate grist-mills for grinding grain and making flour and carry on any trade attached thereto or connected therewith generally ;

To build and own warehouses and carry on a wholesale business in general ;

To produce and develop electrical power or other as it may be necessary or useful for the needs of the company ;

To enter into undertakings, have common interests or any other understanding for the sharing of profits or otherwise with any person carrying on or about to carry on a similar business to that this company will be authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take over as a going concern, the business established in the town of Saint Johns, in the province of Quebec, by the company "Stewart, Denault & Cie," a limited partnership, having its place of business in the said town of Saint Johns, and also to acquire and hold any other business established by any person or any incorporated body of a similar nature to that for which authorization is now prayed for, and to issue paid up shares for the total or partial payment of same.

To acquire by purchase or otherwise any land necessary for the aforesaid purposes, under the name of "Stewart, Denault & Company, Limited," with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Saint Johns, P. Q.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty second day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2052

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th April, 1910, incorporating Messrs. Gérard Lomer, merchant, Gerald Bell Lomer, student, Vincent Simpson, accountant, Thomas Barnard Gould, solicitor, and Thomas Joseph Coonan, secretary, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, and deal in factory, mill, workshop, and railway supplies, including all matters and things necessary or convenient for and incidental to the furnishing, equipping, building, constructing and putting into operation of any of the foregoing ;

Agir comme agents pour les manufacturiers et commerçants de tous les susdits articles et sans limiter l'étendue ou l'intention des pouvoirs demandés par les présentes, pour conduire une agence générale et affaires à commission en rapport avec toutes marchandises, machines, rails, matériels, fournitures, objets fixes, équipement et nécessités ;

Acheter, tenir, posséder des stocks, obligations ou débetures de toute compagnie faisant les mêmes affaires, ou en aucune manière concernant la classe d'affaires pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée, sous le nom de "Gerald Lomer, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,
2053 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Joseph E. Brochu, avocat, de Providence, Arthur Laberge, agent, de Central Falls, dans le Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, Joseph A. Auger, agent, J. Alphonse Lefebvre, employé civil, et Philias Corriveau, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, posséder, développer, vendre, améliorer, et en disposer autrement, des terrains, mines, droits de forces hydrauliques et privilèges, des concessions forestières, des subventions, d'acheter et disposer des actions dans toute compagnie ; de même que fabriquer les pâtes de bois, et le bois de construction et d'en faire le transport ; de faire aussi commerce général comme négociant et manufacturier suivant la loi ; d'acquérir par achat ou autrement aux conditions qui peuvent intervenir entre elles, les droits et obligations que la compagnie "Le Crédit Foncier Canadien", de Providence, organisée en vertu des lois de l'état du Rhode Island, États-Unis, peut avoir dans la province de Québec, et en disposer, d'acquérir, posséder, améliorer, vendre et disposer des terrains pour des fins de colonisation, sous le nom de "La Compagnie du Crédit Agricole", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00, divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,
2059 Sous-secrétaire de la province.

No 500-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de La Conception, dans le comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Clyde, les Nos 1 jusqu'à 8 du 1^{er} rang ouest de la Rivière Rouge, les Nos 1, 2, 3, 4 du 2^e rang ouest du canton Clyde, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Coupalville, dans le comté de Terrebonne. 1941

La première publication du 16 avril 1910 est nulle.

No 750.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Quebec, 20 avril 1910.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet

To act as agents for manufacturers of and dealers in any of the foregoing articles and without limiting the scope or intent of the powers herein applied for to carry on a general agency and commission business in connection with all mercantile goods, machinery, rails, plants, furniture, fixtures, equipment and requirements ;

To buy, hold, own and dispose of stocks, bonds or debentures of any company carrying on business similar, or in any way related, to the class of business for which incorporation is now sought, under the name of "Gerald Lomer, Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty fifth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
2054 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th day of April, 1910, incorporating Messrs. Joseph E. Brochu, advocate, of Providence, Arthur Laberge, agent, of Central Falls, in Rhode Island, one of the united states of America, Joseph A. Auger, agent, J. Alphonse Lefebvre, civil employee, and Philias Corriveau, advocate, of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, hold, develop, sell, improve and otherwise dispose of lands, mines, waterpower, rights and privileges, forest grants, subsidies ; to purchase and dispose of the stock of any company ; and also to manufacture pulp and lumber and ship the same, to carry on also a general business as trader and manufacturer according to law ; to acquire by purchase or otherwise, on the conditions agreed on, the rights and obligations that the company "Le Crédit Foncier Canadien," of Providence, organized under the laws of the state of Rhode Island, united states, may have in the province of Quebec, and dispose of same ; to acquire, hold, improve, sell and dispose of land for colonization purposes, under the name of "La Compagnie du Crédit Agricole," with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
2060 Deputy Provincial Secretary.

No. 500.10

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of La Conception, in the county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township Clyde, the Nos. 1 to 8 of the 1st western range of the Rivière Rouge, the Nos. 1, 2, 3, 4 of the 2nd western range of the township Clyde, and to annex such territory to the school municipality of Coupalville, in the county of Terrebonne. 1942

First publication of the 16th April, 1910, is null.

No. 750.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th April, 1910.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach

de détacher de la municipalité scolaire de Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End, dans le comté d'Hoche-laga, les biens fonds compris dans les limites suivantes, savoir : à l'ouest, l'Avenue du Parc, au nord, l'Avenue Bernard, au sud, l'Avenue Mont-Royal, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire d'Outremont, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1911. 2023.2

No. 411.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, le territoire compris dans les limites assignées à la municipalité de Saint-Jacques le Majeur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 7 mai 1909, avec en plus les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, les Nos. 15b, 16, 17b, 16a, 17a et 17c, tous les lots primitifs Nos. 18, 19, 20 et 21 du 4e rang du canton de Wolfestown, dans le même comté.

1939.2

No 510.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, les Nos 107 et suivants jusqu'à 137 inclusivement du 11ème rang du canton de Tingwick et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Médard de Warwick, dans le même comté.

1965.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Isaïe Préfontaine, gentilhomme, Charles B. Gordon, manufacturier, James Gordon, marchand, de la cité de Montréal, Ovide Brouillard, gentilhomme, de Drummondville, et Joseph R. Duckett, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en ceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, mettre en opération et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations, et de laver ses minerais avec pompes hydrauliques ;

Construire, maintenir et mettre en opération un chemin de fer, un tramway ou un chemin de graviers ou macadamisé d'aucune de ses mines jusqu'aux eaux navigables le plus proche ou chemin de fer ou chemin public, pourvu que tels chemin de fer,

from the school municipality of Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End, in the county of Hochelaga, the lots comprised within the following limits : on the west, Park Avenue, on the north, Bernard Avenue, on the south, Mount-Royal Avenue, and to annex such territory to the school municipality of Outremont, in the same county.

Such annexation to take effect only on the first July next, 1911. 2024

No. 411-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, in the county of Wolfe, the territory comprised in the limits assigned to the municipality of Saint Jacques le Majeur, by proclamation of the Lieutenant Governor in Council, dated the 7th May, 1909, with moreover the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Julien de Wolfestown, the Nos. 15b, 16, 17b, 16a, 17a and 17c, all the primitive lots Nos. 18, 19, 20 and 21 of the 4th range of the township of Wolfestown, in the same county.

1940

No. 510.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Chénier, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Chénier, in the county of Arthabaska, the Nos. 107 and following to 137 inclusively of the 11th range of the township of Tingwick, and to annex such territory to the school municipality of Saint Médard de Warwick, in the same county.

1966

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Messrs. Isaïe Préfontaine, gentleman, Charles B. Gordon, manufacturer, James Gordon, merchant, of the city of Montreal, Ovide Brouillard, gentleman, of Drummondville, and Joseph R. Duckett, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ;

To render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain, operate and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations, and to wash hydraulically its minerals ;

To build, maintain and operate a railway, a tramway or a gravel or macadamized road from any of its mines to the nearest navigable waters or railway of highway, provided such railway, tramway or road shall be used exclusively for the more

tramway ou chemin soient employés exclusivement pour le travail le plus avantageux des mines et le transport du fret depuis et jusqu'aux dites mines ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer toutes dragues et autres machines nécessaires pour ses opérations ;

Construire, acquérir, posséder et mettre en opération des fondeurs et autres machines nécessaires pour ses opérations ;

Acquérir, vendre, échanger, louer, en tout ou en partie, des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ou en disposer autrement, appareils mécaniques, droits de patente d'invention ou le droit d'employer tels appareils ou droits de patente en rapport avec les susdits objets, et de vendre, louer en tout ou en partie tous les biens, entreprise, propriété privilégiés, franchises, contrats ou droits quelconques, ou en disposer autrement, et recevoir en paiement d'iceux, en tout ou en partie, des actions, obligations, débetures ou autres garanties émises par aucune compagnie minière ou autre compagnie constituée en vertu de cette loi et les posséder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que p ut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ; et de les posséder ou en disposer, par vente, échange, bail ou autrement, en la manière ci-dessus mentionnée ;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "The Dominion Gold Fields of Canada," avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1910.

JOS DUMONT,
1967.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril, 1910, constituant en corporation MM. Robert Cooper Smith et Frederick Henry Markey, conseil en loi du Roi, John Findlay, courtier d'immeubles, William Gilbert Pugsley et George Gordon Hyde, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, tenir, louer et vendre des terres, propriétés et bâtisses de toute nature et espèce, et en disposer ;

Acheter, vendre, acquérir et autrement posséder des hypothèques, débetures et obligations, droits de teneurs de baux et baux sur ou garantis sur immeubles, terres foncières ou bâtisses, et agir comme agents pour la vente, l'achat, l'acquisition ou disposition d'aucun des susdits objets ;

Construire et ériger des bâtisses et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie dans le but de construction ou autres améliorations, sous le nom de "Westlea Realty Com-

advantageous working of the mines and the conveyance of freight to and from the same ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To build, acquire, possess, charter and employ all dredges and other machinery necessary for its operations ;

To build, acquire, possess and operate smelters and other machinery necessary for its operations ;

To acquire, sell, exchange, lease or otherwise dispose of in whole or in part, mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes and to sell, lease or otherwise dispose of in whole or in part, any assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights whatsoever and to receive in payment for same in whole or in part, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company or other company constituted under this act and hold the same or dispose thereof ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire and undertake the debts and charges appertaining thereto, and to hold same or dispose thereof by sale, exchange, lease or otherwise, in the manner above stated ;

That the shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares ;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "The Dominion Gold Fields of Canada," with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this 18th day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
1968 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Messrs. Robert Cooper Smith and Frederick Henry Markey, King's Counsel, John Findlay, real estate broker, William Gilbert Pugsley and George Gordon Hyde, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, own, hold, let, lease, sell and dispose of land, property and buildings of whatsoever nature and kind ;

To buy, sell, acquire and otherwise hold and mortgages, debentures and bonds, leasehold rights and leases upon or secured upon real estate, land property or buildings, and to act as agents for the sale, purchase, acquisition or disposal of any of the foregoing ;

To construct and erect buildings, and to make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purpose of construction or other improvements, under the name of "Westlea Realty Company",

pany," avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
1927.2 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18 avril 1910, constituant en corporation Dame Malvina Godbout, épouse séparée de biens de Pierre Prospère Giguère, Pierre Prospère Giguère, plombier, Joseph Laurent Letarte, comptable, Alexandre Giguère, électricien, Lucien Giguère, ferblantier, Edgar Julien, plombier, et Eugène Giguère, collecteur, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de ferblantiers, plombiers, couvreurs, poseurs d'appareils de chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur, d'électricité et de ce qui peut se rapporter à ce genre de commerce ; en outre d'acheter ou d'acquérir des propriétés ; de contracter pour la construction des bâtisses ; d'hypothéquer ou vendre les dites propriétés, sous le nom de "La Compagnie P. P. Giguère, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril mil neuf cent dix.

JEREMIE L. DECARIE,
1935.2 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Alvin Ernest Woodworth, teneur de livres, Arthur Charters, William R. Ford, Alfred B. Wright, commis, et L. J. Armand Mathieu étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir et faire les affaires de manufacturiers et commerçants de toute sorte de sucre brûlé pour colorer communément appelé "Caramel" ;

Manufacturer ou faire le commerce, comme agents ou autrement de toute sorte de matériels de brasserie, machines et appareils ; sucre, houblon, gélatine, céréales, riz et autres substances ;

Manufacturer, acheter et faire le commerce de toute sorte d'appareils, machines, instruments, outils, fournitures, procédés et choses, requis par la compagnie ou par ses clients ou employés ou capables d'être employés en rapport avec ses opérations ;

Acheter ou acquérir autrement, employer et posséder tous droits de patente, licences, marques de commerce, droits de propriété, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'employer, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention, ou en général toute invention qui peut paraître à la compagnie capable d'être conduite avantageusement en rapport avec ses affaires ou opérations, et en disposer ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie ;

Exercer aucun des susdits pouvoirs soit comme principal ou comme agent ;

Acquérir les entreprises, l'actif ou propriété de toute personne, société ou corporation faisant les mêmes affaires ou y ayant rapport ; acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation ayant le pouvoir de faire des affaires semblables, et durant la possession d'iceux exercer tous les droits et

with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
1928 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Dame Malvina Godbout, wife common as to property of Pierre Prospère Giguère, Pierre Prospère Giguère, plumber, Joseph Laurent Letarte, accountant, Alexandre Giguère, electrician, Lucien Giguère tinsmith, Edgar Julien, plumber, and Eugène Giguère, collector, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of tinsmiths, plumbers, roofers, installers of hot water and steam heating apparatus, electricity and anything relating to such kind of business ; and moreover, to acquire or purchase properties ; to contract for the construction of buildings ; to hypothecate or sell the said properties, under the name of "La Compagnie P. P. Giguère, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 18th day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
1936 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th April, 1910, incorporating Messrs. Alvin Ernest Woodworth, bookkeeper, Arthur Charters, William R. Ford, Alfred B. Wright, clerks, and L. J. Armand Mathieu, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To establish and carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of burnt sugar colourings commercially known as "Caramel" ;

To manufacture or deal in, as agents or otherwise, all kinds of brewing materials, machinery and plant ; sugars, hops, isinglass, corn, rice and other substances ;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of plant, machinery, implements, tools, apparatus, processes and things required by the company or by its customers or employees or capable of being used in connection with its operations ;

To purchase or otherwise acquire, use, hold and dispose of any patent rights, licenses, trade marks, copyrights, concessions and the like, conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, or generally any invention which may seem to the company capable of being profitably dealt with by it in connection with its business or operations ;

To carry on other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company ;

To exercise any of the above powers either as principal or as agent ;

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or business incidental thereto ; to acquire and hold shares, bonds or other securities of or in any other company or corporation having power to carry on similar business, and while holding the same to exercise all the rights

pouvoirs de propriétaire y compris le droit de voter ; placer tout surplus des argents de la compagnie dans le rachat de ses propres obligations ou débetures ;

Vendre et louer la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles et en particulier pour actions, obligations, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ; s'amalgamer avec toute autre et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans ou sur le point de faire ou engagée dans toutes affaires ou transaction semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, et de prendre ou acquérir autrement des actions ou garanties de toute telle compagnie, et de vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement, ou en disposer autrement ;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, actif, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en obligations ou stock de la compagnie, ou partie dans l'un ou partie dans l'autre ; distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ; créer et émettre toute partie du fonds social de la compagnie comme stock préférentiel, et donner aux porteurs de tel stock préférentiel telles priorités, préférences et avantages et les soumettre à telles limitations et conditions quant au rachat, transfert, vote ou autrement selon qu'il peut être déterminé par la compagnie ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "Canada Caramel Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,
1959.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 avril 1910, constituant en corporation MM. Joseph Adolphe Tessier, avocat et M. P. P., Narcisse Gélinas, marchand, Charles Gauthier, boucher, Joseph Napoléon Lord, comptable, Joseph Arthur Trudel, notaire, Joseph Arthur Dufresne, hôtelier, Sylviano Dugal, comptable, de la cité des Trois-Rivières, Jos. E. Biron, manufacturier, de Sainte-Geneviève de Batiscan, et Théo. Daoust, architect, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'hôtelier, vente des liqueurs, acheter, vendre, hypothéquer et autrement aliéner pour les besoins généraux de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Dufresne des Trois-Rivières", avec un capital total de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), divisé en sept cents (700) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,
1913.3 Sous-secrétaire de la province.

and powers of ownership thereof including voting power ; to invest any surplus moneys of the company in the redemption of its own bonds or debentures ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ; to amalgamate with any other company and to enter into any arrangements for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction similar to those which this company is authorised to engage in or carry on and to take or otherwise acquire shares, or securities of any such company, and to sell, hold reissue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To pay for any moveable or immoveable properties, rights, assets, franchises or privileges acquired by the company in cash or the bonds or stock of the company, or partly in one and partly in the other ; to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company or of which the company may have the power of disposing ; to create and issue any part of the capital stock of the company as preference stock, and to confer upon the holders of such preference stock such priorities, preferences and advantages and to subject them to such limitations and conditions as to redemption, transfer, voting or otherwise as may be determined by the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Canada Caramel Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
1960 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of April, 1910, incorporating Messrs. Joseph Adolphe Tessier, advocate and M. P. P., Narcisse Gélinas, merchant, Charles Gauthier, butcher, Joseph Napoléon Lord, accountant, Joseph Arthur Trudel, notary, Joseph Arthur Dufresne, hotel keeper, Sylviano Dugal, accountant, of the city of Three Rivers, Jos. E. Biron, manufacturer, of Sainte Geneviève de Batiscan, and Théo. Daoust, architect, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the general business of hotel keeping, sale of liquors, to purchase, sell, hypothecate and otherwise alienate or the general needs of the said company, under the name of "La Compagnie de l'hôtel Dufresne des Trois-Rivières," with a total capital of seventy thousand dollars (\$70,000.00), divided into seven hundred (700) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the secretary of the province, this ninth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
1914 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 20e jour d'avril 1910, constituant en corporation Dame Elizabeth Emma Sait, veuve de feu William McWilliam, George Edward McWilliam, William Leopold McWilliam et Alfred Lyell McWilliam, confiseurs et pourvoyeurs, et Charles Claude McWilliam, vommis, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires de confiseurs, pourvoyeurs et boulangers dans toutes leurs branches respectives ;

Acquérir comme une affaire en opération les affaires maintenant conduites dans la cité de Québec par Dame Elizabeth Emma Sait, veuve de feu William McWilliam et George E. McWilliam, sous les nom et raison de "William McWilliam & fils", comme confiseurs et pourvoyeurs, ensemble avec tous les droits et propriétés y ayant rapport, et se charger de toute ou aucune des obligations d'icelle, et de les payer complètement en argent en stock acquitté ou autrement ;

Tenir, posséder, ériger, acquérir par achat ou autrement, et employer, mettre en opération et maintenir des manufactures, moulins, magasins, entrepôts, maisons, boutiques, fourneaux, fournaises, boulangeries, machines, travaux et fournitures nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement toutes propriétés, meubles et immeubles, franchises, droits ou privilèges, qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie et en disposer en aucune manière ;

Acheter, vendre, manufacturer, échanger, louer, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et objets qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites affaires ou qui peuvent paraître capables d'être conduits avec profit en rapport avec aucune des dites affaires ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Manufacturer et produire la vapeur, le gaz et l'électricité pour chauffage, éclairage et pouvoir pour les fins de la compagnie ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire, et vendre, céder des marques de commerce, noms de commerce, patentes, inventions, améliorations, procédés employés en rapport avec ceux ou garantis par lettres patentes de la Puissance du Canada ou ailleurs, ou autrement mettre à profit les marques de commerce, noms de commerce, patentes, licences, procédés susdits et autres semblables, ou toute telle propriété ou droits, ou en disposer autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

Acquérir des actions du fonds social de la compagnie, les posséder ou en disposer selon que les officiers de la compagnie jugeront à propos ;

Vendre toute partie des entreprises, biens et propriété soit meubles ou immeubles de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en disposer ;

S'amalgamer, partager les profits, s'unir, co-opérer avec toute personne ou personnes ou compagnie engagées ou sur le point de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, procurations et autres instruments négociables et transférables ;

Emprunter de l'argent pour les fins des affaires de la compagnie et hypothéquer tous ou aucune partie des immeubles de la compagnie comme garantie du paiement de tous prêts qui peuvent être faits ainsi ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 20th day of April, 1910, incorporating Dame Elizabeth Emma Sait, widow of the late William McWilliam, George Edouard McWilliam, William Leopold McWilliam and Alfred Lyell McWilliam, confectioners and caterers, and Charles Claude McWilliam, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes ;

To carry on the business of confectioners, caterers and bakers in all their respective branches ;

To acquire as a going concern the business at present carried on at the city of Quebec, by Dame Elizabeth Emma Sait, widow of the late William McWilliam and George E. McWilliam, under the firm name of "William McWilliam & Son", as confectioners and caterers, together with all the rights and properties in relation thereto, and to assume all or any of the liabilities in connection therewith, and to pay for the same wholly in cash, paid up stock or otherwise ;

To have, own, erect, acquire by purchase or otherwise and to use, operate and maintain, manufacturing, mills, stores, warehouses, dwelling houses, shops, ovens, furnaces, bakehouses, machinery, works and appliances necessary for the company's business ;

To acquire by purchase or otherwise any property real or personal, liberties, rights or privileges, which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To buy, sell, manufacture, exchange, let on hire, import, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the businesses or undertakings heretofore mentioned ;

To manufacture and produce steam, gas and electricity for heat, light and power for the purposes of the company ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents, inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent of the Dominion of Canada or elsewhere, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights ;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To acquire shares of the capital stock of the company and hold or dispose of the same as to the officers of the company may seem best ;

To sell and dispose of any part of the undertakings assets and property whether moveable or immovable of the company for such consideration as the company may think fit ;

To amalgamate, share profits, unite, co-operate with any person or persons or company engaged in or about to carry on any business which the company is authorized to carry on ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To borrow money for the purposes of the company's business and mortgage the whole or any part of the company's real estate as security for the payment of any loans which may be so made ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie d'être conduites convenablement ou en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur d'icelle, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour autoriser la compagnie à mettre en opération ses entreprises avec profit, sous le nom de "William McWilliam, Incorporated," avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

1989.2

No 800-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 avril 1910.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch-Nord, comté de Québec, le territoire suivant : au nord la limite nord des Nos 589, 585, 584, 581, 580, 567, 566, 508a, 508 et 509, inclusivement, du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; à l'est le chemin public longeant le No 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, le chemin public en face de l'asile, et la ligne de division entre les Nos 589, 590 du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; à l'ouest le chemin public de Québec à Charlesbourg, longeant le No 509 du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; au sud, la rivière Saint-Charles en suivant la ligne de basse marée à l'est du pont Dorchester, et la ligne de haute marée à l'ouest du dit pont, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Limoilou. 2021.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français

To carry on any other business (manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "William McWilliam, Incorporated", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 20th day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

1990

No. 800 10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd April, 1910.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Roch North, county of Quebec, the following territory : on the north the northern boundary of Nos. 589, 585, 584, 581, 580, 567, 566, 508a, 508 and 509, inclusively, of the official cadastre of Saint Roch North ; on the east the public road running along No. 737 of the official cadastre of the parish of Beauport, the public road facing the asylum, and the division line between Nos. 589, 590 of the official cadastre of Saint Roch North ; on the west the public road, from Quebec to Charlesbourg, running along No. 509 of the official cadastre of Saint Roch North ; on the south the river Saint Charles, along low water mark to the east of Dorchester bridge and high water mark to the west of the said bridge, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of Limoilou. 2022

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 5 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the

en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière

english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly

tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre;

the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incor-

et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines

porating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks

avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1647 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux permanents à être faits dans le quartier Limoilou, vingt mille piastres (\$20,000.00) pour l'acquisition de terrains et droits de servitude en rapport avec l'aqueduc de la cité; quinze mille piastres (\$15,000.00) pour se rembourser du coût de travaux permanents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités et frais payés en rapport avec ces travaux; soixante-douze mille piastres pour le pavage de la rue Saint-André, et quatre-vingt-treize mille piastres pour autres améliorations permanentes; pour modifier la manière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés; pour l'autoriser à faire, à certaines conditions, des trottoirs permanents et uniformes dans les rues; à forcer les compagnies de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique à construire des canaux souterrains pour leurs fils; à faire un emprunt suffisant pour municipaliser le service d'éclairage de la cité, et faire le commerce de lumière, de chaleur et de pouvoir; à construire, ou aider à la construction d'un pont ou de ponts sur la rivière Saint-Charles pour communiquer avec le quartier Limoilou, et à emprunter pour cette fin une somme n'excédant pas cent mille piastres, et pour autres fins.

Par ordre,

947-6 H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'incorporation de "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", ayant son principal bureau à Québec, et ayant pour objet de combattre la tuberculose et de lutter contre ses progrès.

Québec, 24 mars 1910. 1653.5

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, par la "The Investment Trust Company Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour la passation d'un acte l'autorisant à faire affaires dans la province de Québec, à agir comme fidéicommissaire, curateur, procureur, exécuteur, liquidateur, receveur, administrateur, agent et tuteur, et à recevoir et garder toute propriété meuble ou immeuble commise à la garde de la compagnie relativement à tout fidéicommissé dont la compagnie pourra se charger, ou être chargée d'exécuter, à exercer tous autres pouvoirs conférés aux autres compagnies similaires en cette province, et pour autres fins.

H. A. LOVETT, C. R.,
Procureur de la requérante.

Daté ce 20 avril 1910. 2009.2

before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1648 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City clerk's office.

Québec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, to wit: for authorization to borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to pay for works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward, twenty thousand dollars (\$20,000.00), to purchase the land and rights of servitude in connection with the city waterworks; fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse the city treasury for the amount of works of a permanent nature executed in Côte d'Abraham and indemnities and costs paid in connection with the said works; seventy two thousand dollars for the paving of Saint Andrew street, and ninety three thousand dollars for other permanent improvements; to modify the mode of deciding complaints made against the assessors' books; to better protect the water of the city waterworks against pollution; to authorize it to make, on certain conditions, permanent and uniform sidewalks in the streets; to compel telegraph, telephone and electric light companies to construct underground passages for their wires; to contract a sufficient loan to municipalize the lighting service of the city and carry on the business of light, heat and power; to construct, or aid in the construction of a bridge or bridges over the Saint Charles river, to communicate with Limoilou ward, and to borrow for such purpose a sum not exceeding one hundred thousand dollars, and for other purposes.

By order,

948 H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the incorporation of "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", having its head office at Québec, and its purpose being to struggle against tuberculosis and its progress.

Québec, 24th March, 1910. 1654

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its present session by the Investment Trust Company, Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Montreal, in the province of Québec, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Québec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property moveable and immovable committed to the company in connection to any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

H. A. LOVETT, K. C.,
Solicitor for applicant.

Dated 20th April, 1910. 2010

Avis Divers

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et quarante personnes au moins ayant signé leurs noms dans le livre de souscriptions pour la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, est constituée en corps politique et incorporé, en vertu de la section 6 de la loi des assurances de Québec, 8 Edouard VII, chapitre 69.

Donné conformément à l'article 58, de la loi des assurances de Québec, à Saint-Pierre de Broughton, ce vingt et unième jour d'avril mil neuf cent dix.

NAPOLÉON LEMIEUX,

2029

Secrétaire.

CONCERNANT "THE DOMINION EXPRESSMEN BENEFIT SOCIETY".

La formation d'une association mutuelle de bienfaisance, sous le nom de "The Dominion Expressmen Benefit Society", dans le but de percevoir des contributions et les distribuer aux membres en bonne position, leurs veuves, enfants ou ayant droit, dans le cas de maladie, accident ou décès, et en cas de décès pour dépenses de funérailles, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 21 avril 1910.

Le principal bureau de l'association est à Montréal.

Donné conformément à l'article 65 de la loi des assurances de Québec, 8 Edouard VII, chapitre 69, ce 22^e jour d'avril 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche d'Assurance,

Département du Trésor.

22 avril 1910.

2041

Avis est par le présent donné, conformément à la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux," (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "Tabernacle Baptist Church, Montreal," demandant l'incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-troisième jour de mai prochain 1910.

CUSHING & BARRON,

Notaires publics des requérants.

Montréal, 9 avril 1910.

1819.3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 137.

Azilda Boutillette, épouse de Louis Lachance, entrepreneur, de la ville de Black Lake, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Lachance, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 19 avril 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse

Arthabaska, 19 avril 1910.

2057

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure,*
No 56.

Dame Méline Hébert, de la paroisse de Saint-Hugues, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Zacharie Petit dit Beauchemin, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Zacharie Petit dit Beauchemin,

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Pierre de Broughton having complied with the provisions of the Quebec insurance act, and forty persons at least having signed their names in the subscription book of the amount of twenty five thousand dollars or more, is constituted a body politic and incorporated, in virtue of section VI, of the Quebec insurance act, 8 Edward VII, chapter 69.

Given pursuant to article 58, of the Quebec insurance act, at Saint Pierre de Broughton, this twenty first day of April, 1910.

NAPOLÉON LEMIEUX,

2030

Secretary.

CONCERNING "THE DOMINION EXPRESSMEN BENEFIT SOCIETY".

The formation of the mutual benefit association, under the name of "The Dominion Expressmen Benefit Society", for the purpose of the collection of contributions and distribution of same to members in good standing, their widows, children or assigns, in the event of illness, accident or death, and in case of death for funeral expenses, has been authorized by order in council, dated the 21st April, 1910.

The head office of the association is at Montreal.

Given pursuant to article 65 of the Quebec Insurance Act, 8 Edw. VII, chap. 69, this 22nd day of April, 1910.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

22nd April, 1910.

2042

Notice is hereby given that, in accordance with the act, entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Tabernacle Baptist Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty third day of May next, 1910.

CUSHING & BARRON,

Notaries public for petitioners.

Montreal, 9th April, 1910.

1820

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 137.

Azilda Boutillette, wife of Louis Lachance, contractor, of the town of Black Lake, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Louis Lachance, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th April, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 19th April, 1910.

2058

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 56.

Dame Méline Hébert, of the parish of Saint-Hugues, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Zacharie Petit dit Beauchemin, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Zacharie Petit dit Beauchemin,

Defendant.

An action for separation as to bed and property

été intentée, ce jour, en cette cause, par la demanderesse contre le défendeur.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 22 avril 1910. 2061

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3038.

Dame Mary Nelson, de la cité et du district de Montréal, épouse de James Gardner, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit James Gardner, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ième jour de février 1910.

MULLEN & MATHIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 mars 1910. 2089

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3544.

Avis est par les présentes donné que Dame Hannah Korber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Stern, ci-devant commerçant, du même lieu, a, ce jour,oursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 27 avril 1910. 2065

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Mason, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit David Mason, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 15 avril 1910. 1921.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1913.

Dame Roséline Martel, épouse commune en biens de Herménégilde Lanier, marchand, des cité et district de Montréal,

Demanderesse ;

vs
Le dit Herménégilde Lanier, ci-devant du même lieu, actuellement absent, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 avril 1910.

J. W. JALBERT,
Avocat de la demanderesse
Montréal, 11 avril 1910. 1845-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 346.

Dame Albania Desroches, de la Pointe-au-Pic, comé de Charlevoix, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Ulysse Harvey, commerçant, du même lieu.

GAGNE & GAGNE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 11 avril 1910. 1839.3

AVIS.

Le 13 avril 1910, Dame Emma Rosamonde Picard, modiste, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à cette fin, épouse de Victor Plamondon, du même lieu, agent de billets de passage de chemin de fer, a pris contre son mari une

has been instituted, this day, in this cause, by the plaintiff against defendant.

LUSSIER GENDRON & GUIMONT,
Attorneys for the plaintiff.
Saint Hyacinth, 22nd April, 1910. 2062

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3038.

Dame Mary Nelson, of the city and district of Montreal, wife of James Gardner, duly authorized, Plaintiff ;

vs
The said James Gardner, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, on 28th of February, 1910.

MULLEN & MATHIEU,
Attorney's for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1910. 2090

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3544.

Notice is hereby given that Dame Hannah Korber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Stern, of the same place, formerly trader, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER, *
Attorney for plaintiff.
Montreal, 27th April, 1910. 2066

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Mason, merchant, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said David Mason, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

Montreal, 15th April, 1910. 1922

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1913.

Dame Roséline Martel, wife common as to property of Herménégilde Lanier, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Herménégilde Lanier, formerly of the same place, now absent, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 11th April, 1910.

J. W. JALBERT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th April, 1910. 1846

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 346.

Dame Albania Desroches, of La Pointe-au-Pic, county of Charlevoix, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ulysse Harvey, trader, of the same place.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 11th April, 1910. 1840

NOTICE.

On 13th April, Dame Emma Rosamonde Picard, milliner, of the city and district of Saint-Hyacinth, duly authorized for the end hereof, wife of Mf. Victor Plamondon, railway tickets agent, of the same place, has instituted an action for separation

action en séparation de biens, devant la cour supérieure siégeant en le dit district de Saint-Hyacinthe.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 13 avril 1910. 1871.3

Province de Québec, }
District de d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
No 118.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Alphonsine Plante, épouse commune en biens d'Antonio Brissette, du village de Princeville, agent d'assurance, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 5 avril 1910. 1777.4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 5129.

Dame Rézina Villandré, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, épouse commune en biens de Dolphis Chassé, ferblantier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 23 mars 1910. 1715-4

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Dame Marie Alphée Pothier, de la ville de Bromptonville, district de Saint-François, épouse commune en biens de Hugh Mullen, gentilhomme, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par l'un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

Le dit Hugh Mullen, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour de février dix-neuf cent dix.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 8 avril 1910. 1821-3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, épouse commune en biens de Philias Lamothe, cordonnier, du village de Contrecoeur, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, par le juge aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Philias Lamothe, cordonnier, du même lieu, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse ci-dessus a intenté contre le défendeur ci-dessus, une action en séparation de biens.

GEOFFRION & GOYETTE,
Procureurs de la demanderesse.
Sorel, 13 avril 1910. 1881-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Evelina Trudeau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Barbeau, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Barbeau, du même lieu, Défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 15 décembre 1909. 1803.4

as to property against his said husband, before the superior court of Saint Hyacinth.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Attorney of the plaintiff.
Saint Hyacinth, 13th April, 1910. 1872

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court
No. 118.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by Dame Alphonsine Plante, wife common as to property of Antonio Brissette, of the village of Princeville, insurance agent, against her said husband.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 5th April, 1910. 1778

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 5129.

Dame Rézina Villandré, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, wife common as to property of Dolphis Chassé, tinman, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 23rd March, 1910. 1716

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Saint Francis. }

Dame Marie Alphée Pothier, of the town of Bromptonville, district of Saint Francis, wife commune en biens of Hugh Mullen, gentleman, of the same place, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes, by one of the Honorable judges of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said Hugh Mullen, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the twenty-second day of February, nineteen hundred and ten.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 8th April, 1910. 1822

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, wife common as to property of Philias Lamothe, shoemaker, of the village of Contrecoeur, in the district of Richelieu, duly authorized to ester en justice by the judge for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Philias Lamothe, shoemaker, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the aforesaid plaintiff has instituted against the aforesaid defendant an action for separation as to property.

GEOFFRION & GOYETTE,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 13th April, 1910. 1882

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Mrs. Evelina Trudeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Barbeau, carpenter, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Barbeau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this case by the plaintiff.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th December, 1909. 1804

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 3048.

Dame Noémi Angers, épouse commune en biens de Stanley Tremblay, tous deux d'Hébertville Station, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Stanley Tremblay, ce septième jour d'avril 1910.

ELZ. LEVESQUE,

Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 7 avril 1910. 1847.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 768.

Dame Georgiana Ouellette, épouse de Alexis Gagnon, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 avril 1910. 1805.4

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4739.

Dame Philomène Raiche, de la ville de Berthier, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Isidore Tanguay, boucher, de la dite ville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,

Avocat de la dite demanderesse.

Joliette, 23 mars 1910. 1633.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3905.

Dame Suzan Gore, épouse commune en biens de Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal. Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1910.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 mars 1910. 1637.6

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1253.

Dame Maria Barsalou, épouse de Domina Sicotte, de la cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Domina Sicotte, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-quatrième jour de mars 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1910. 1671.5

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Joseph Villeneuve, marchand, Pointe Gatineau, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à discussion jusqu'au 6 mai prochain. Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 7 mai 1910.

J. E. COUTURE,

Curateur.

267, rue Principal, Hull.
Hull, 21 avril 1910.

2031

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court*
No. 3048.

Dame Noémi Angers, wife common as to property of Stanley Tremblay, both of Hébertville Station, duly authorized, has instituted an action for separation as to property against the said Stanley Tremblay, this 7th day of April, 1910.

ELZ. LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 7th April, 1910. 1848

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 768.

Dame Georgiana Ouellette, wife of Alexis Gagnon, joiner contractor, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th April, 1910. 1806.

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4739.

Dame Philomène Raiche, of the town of Berthier, duly authorized for the purposes hereof, wife common as to property of Isidore Tanguay, butcher, of the said town, has, this day, instituted a suit in separation as to property against the said Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 23rd March, 1910. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3905.

Dame Suzan Gore, wife common as to property of Thomas Waldron, grocer, in the town of Verdun, district of Montreal, duly authorized, Plaintiff ;

vs

Thomas Waldron, grocer, of the town of Verdun, district of Montreal. Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been taken in this case, on the 18th March, 1910.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th March, 1910. 1638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1253.

Dame Maria Barsalou, wife of Domina Sicotte, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Domina Sicotte, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty fourth day of March, 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th March, 1910. 1672

Bankrupt Notices

In the matter of Joseph Villeneuve, merchant, Gatineau Point, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to discussion until 6th May next. This dividend will be payable at my office on or after 7th May, 1910.

J. E. COUTURE,

Curator.

267, Main street, Hull.
Hull, 21st April, 1910.

2032

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Auguste Lapensée, épiciier, de
 Notre-Dame de Grâce, Insolvable.
 Avis est par le présent donné que, par un ordre
 de la cour supérieure, en date du 26 avril 1910,
 j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé,
 qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées entre mes
 mains dans les trente jours de cet avis.
 A. LAMARCHE,
 Curateur.

Chambre 57, Liverpool & London & Globe,
 No 112, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 27 avril 1910. 2063

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 159.
 William Mathewson et al, des cité et d strict de
 Montréal, Créanciers ;

vs
 Edward Morrison, commerçant, de la ville de La-
 chute, district de Terrebonne,
 Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
 insolvable a, ce jour, fait cession de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers, au greffe de cette cour.

GRIGNON & FORTIER,
 Protonotaire C. S.
 Sainte-Scholastique, 20 avril 1910. 2069

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Emmanuel DeChantal, hôtelier.
 Côteau Landing, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende
 a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 19e jour de mai 1910, après lequel
 jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 30 avril 1910. 2087

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re G. Adolphe Fleury et Jos Bussière, " Natio-
 nal Supply Agency Co., " de Montréal,
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour supérieure, en
 date du 26 avril 1910, j'ai été nommé curateur
 aux biens de la dite insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 30 avril 1910. 2073

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
 Arthabaska, à savoir : } LOUIS NAPOLEON
 No 9 } LECLERC, Deman-
 deur ; contre JEAN ALIAS JOHN GUILMETTE,
 Défendeur.

Un terrain maintenant connu et désigné aux
 plan et livre de renvoi officiels du caaton de
 Bulstrode, comme faisant partie et étant une sub-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Auguste Lapensée, grocer, of
 Notre-Dame de Grâce, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the
 superior court, dated the 26th April, 1910, I hav
 been appointed curator to the estate of the abov
 named, who has made a judicial assignment of his
 property for the benefit of his creditors.

Claims must be fyled with me within thirty
 days from this date.

A. LAMARCHE,
 Curator.

57, Liverpool & London & Globe Building,
 112, Saint James street.
 Montréal, 27th April, 1910. 2064

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 159.

William Mathewson, of the town of Lachute, dia-
 trict of Terrebonne, trader, Creditors ;

vs
 Edward Morrison, of the town of Lachute, district
 of Terrebonne, trader.
 Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the above insolvent
 made, this day, at our office, an assignment of his
 property for the benefit of his creditors.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotary S. C.
 Sainte Scholastique, 20th April, 1910. 2070

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Emmanuel DeChantal, hotel-
 keeper, Coteau Landing, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, which will be open to objection
 until the 19th day of May, 1910, after which date
 the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montreal, 30th April, 1910. 2088

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re G. Adolphe Fleury and Jos. Bussière, Natio-
 nal Supply Agency Co., of Montreal,
 Insolvent.

In virtue of an order of the superior court, dated
 the 26th April, 1910, I have been appointed
 curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate are
 requested to file them with me within thirty days
 from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 30th April, 1910. 2074

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have
 been seized, and will be sold at the respec v ti s
 and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
 Arthabaska, to wit : } LOUIS NAPOLEON
 No. 9. } LECLERC, Plaintiff ;
 against JEAN ALIAS JOHN GUILMETTE, De-
 fendant.

A piece of land now known and described on the
 official plan and book of reference for the township
 of Bulstrode, as being a part and subdivision of

division du numéro cent soixante seize (p. No. 176), contenant environ trente-cinq acres de terre en superficie—avec maison, moulin et autres bâ-tisses dessus construites, y compris l'engin, la bouilloire, la chaussée, toutes les machineries et tous les outils du dit moulin; borné en front, au sud, au cordon, entre les troisième et quatrième rangs, en profondeur, au nord, à la rivière blanche, avec en outre le terrain au nord de la dite rivière, occupé par l'eau retenu par la chaussée ainsi qu'un chemin et le terrain occupé par la chaussée et ce qui sera nécessaire pour réparer cette dernière, d'un côté, à l'ouest, à Albert Pellerin, au numéro cent soixante quinze, et de l'autre côté, à l'est, partie à la route du moulin jusqu'à quinze pieds en arrière de la grange qui appartient au débiteur, et de là en allant en biais à l'est de la dite route jusqu'à la dite rivière blanche.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire, le DIXIEME jour de MAI prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 4 avril 1910. 1757.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } ZULMA PREVILLE,
District de Beauharnois. } Demanderesse; vs
No 1851. } NICEPHORE SAUVÉ,
Défendeur, et J. ARTHUR LAPOINTE, curateur
au délaissement.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre vingt-dix-neuf (299), du cadastre de la ville de Salaberry de Valleyfield, contenant toute la largeur du dit lot sur cinquante pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par une rue appelée Saint-Lambert, au sud par partie du même numéro; cette partie vendue à Mathias Aubin, suivant acte de vente à lui consentie par Dame veuve Ambroise Plante, le dit acte passé par Zéphirin Boyer, notaire, enregistré sous numéro 33236, à l'est par une rue actuellement connue sous le nom de rue Cathédrale, et à l'ouest par le numéro trois cent un (301)—avec les bâ-tisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 12 avril 1910. 1859
La première publication du 16 avril 1910 est nulle.
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit—District de Montréal.

Province de Québec, } GRANGER et FRE-
District de Montréal. } RES, Demandeurs;
No 3673 } vs. DAME ALEXAN-
DER McNAUGHTON, Défendresse.

Un lot de terre situé dans le village de Huntingdon connu et désigné sur le plan et sur le livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt et un (221) du dit village—avec les bâ-tisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon,

number one hundred and seventy six (p. No. 176), containing about thirty five acres in superficies—with a house, mill and other buildings thereon erected, comprising the engine, steam boiler, dam, and all the machinery and all tools used in the working of said mill; bounded in front, southerly, to the range line, between the third and fourth ranges, in depth, northerly, to the white river, with furthermore the piece of land to the north of said river, occupied by the water retained by the dam as well as a road and land occupied by said dam and which shall be necessary to repair the latter, on one side, westerly, to Albert Pellerin, number 175, and on the other side, easterly, partly to the mill road up to fifteen feet back of the barn which belong to defendant, and thence going diagonally to the east of said mill road up to said rivière blanche.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame of the Rosary, on the TENTH day of MAY next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 4th April, 1910. 1758
[First published, 9th April, 1910]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Province of Quebec, } ZULMA PREVILLE,
District of Beauharnois. } Plaintiff; vs NICE-
No 1851. } PHORE SAUVÉ, De-
fendant, and J. ARTHUR LAPOINTE, curator
to the surrender.

A lot of land or emplacement known and design-ated as forming part of lot number two hundred and ninety nine (299), of the cadastre of the town of Sa-laberry de Valleyfield, comprising the whole width of the said lot by fifty feet in depth, more or less; bounded in front by a street called Saint Lambert, on the south by portion of the same number, such portion being sold by Mathias Aubin, by deed of sale made in his favor by Dame widow Ambroise Plante, the said deed being made by Zéphirin Boyer, notary, and registered under number 33236, on the east by a street now known under the name of Cathedral street, and on the west by number three hundred and one (301)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house of the city of Salaberry de Valleyfield, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 12th April, 1910. 1860
The first publication of the 16th April, 1910, is null.
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } GRANGER AND
District of Montreal. } BROTHERS,
No. 3673. } Plaintiffs; vs DAME
ALEXANDER McNAUGHTON, Defendant.

A lot of land situate in the village of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference under number two hundred and twenty-one (221) of the said village—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph de Huntingdon, on

MERCREDI le PREMIER JUIN prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 27 avril 1910. 2055
[Première publication, 30 avril 1910].

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Shefford.

Province de Québec, } CHARES A. NUTTING,
District of Bedford, } de la ville de Waterloo,
No 8250. } district de Bedford, avocat,
Demandeur; contre les terres et tenements de
GUILLAUME MARTEL, de la paroisse de Saint-
Alphonse de Granby, comté de Shefford et district
de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du deuxième
rang du canton de Shefford, district de Bedford,
maintenant connu aux plan et livre de renvoi offici-
els du dit canton de Shefford, comme la moitié
nord du lot de cadastre numéro mille soixante et
onze (1071), lot de cadastre numéro mille soixante
et douze (1072), et lot de cadastre numéro mille
soixante et dix-sept (1077), contenant deux cent
treize acres, plus ou moins—avec toutes les amélio-
rations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, à
Waterloo, dans le comté de Shefford et district de
Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 avril 1910. 1795.2
[Première publication, 9 avril 1910].

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada, } HENRY MOORE-
Province de Québec, } HOUSE Demandeur;
District d'Iberville, } vs JACQUES EMERY
No 233. } MOLLEUR Défendeur, et
le dit Jacques Emery Molleur, Demandeur inci-
dent, et le dit Henry Moorehouse, défendeur inci-
dent, et J. McKenzie Rogers *et al*, demandeurs et
défendeurs incidents, par reprise d'instance.

Comme appartenant au dit Défendeur et deman-
deur incident, Jacques Emery Molleur, savoir :

1° Un terrain ou lot vacant situé au côté ouest
de la rue Grant, en la ville de Saint-Jean, dans le
district d'Iberville, portant le numéro cent quar-
ante-huit (No 148), de la subdivision du lot numéro
quatre cent trente et un, du cadastre officiel de la
dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

2° Un terrain situé au côté est de la rue Saint-
Jean, en la dite ville de Saint-Jean, portant le
numéro cent trente-six (No 136), de la subdivision
du lot numéro quatre cent trente et un, du dit cadas-
tre de la dite ville de Saint-Jean—avec une maison
y érigée.

WEDNESDAY the FIRST of JUNE next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 27th April, 1910. 2055
[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Québec, } CHARLES A. NUTTING,
District of Bedford, } of the town of Waterloo,
No. 8250. } district of Bedford, advocate,
Plaintiff; against the lands and tenements of
GUILLAUME MARTEL, of the parish of Saint
Alphonse de Granby, county of Shefford and district
of Bedford, Defendant.

That certain piece of land forming part of the
second range of the township of Shefford, district
of Bedford, and now known on the official plan and
book of reference of the said township of Shefford,
as north half of cadastral lot number ten hundred
and seventy one (1071), cadastral lot number ten
hundred and seventy two (1072) and cadastral lot
number ten hundred and seventy seven (1077), con-
taining two hundred and thirteen acres, more or
less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the pa-
rish of Saint Bernardin de Waterloo, at Waterloo,
in the county of Shefford and district of Bedford,
on the TWENTY FIRST day of MAY next, at the
hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 6th April, 1910. 1796
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville

Canada, } HENRY MOORE-
Province of Québec, } HOUSE, Plaintiff;
District of Iberville, } vs JACQUES EMERY
No. 233. } MOLLEUR, Defendant,
and the said Jacques Emery Molleur, incidental-
plaintiff, and the said Henry Moorehouse, inciden-
tal-defendant, and J. McKenzie Rogers *et al*,
plaintiffs and incidental-defendants, par reprise
d'instance.

As belonging to the said defendant and incident-
al plaintiff, Jacques Emery Molleur, to wit :

1. A piece of ground or vacant lot situate on the
west side of Grant street, in the town of Saint
Johns, in the district of Iberville, bearing the num-
ber one hundred and forty eight (No 148), of the
subdivision of the lot number four hundred and
thirty one, of the official cadastre of the said town
of Saint Johns—without building.

2. A piece of ground situate on the east side of
Saint John street, in the said town of Saint Johns,
bearing the number one hundred and thirty-six
(No. 136), of the subdivision of the lot number
four hundred and thirty-one, of the said cadastre
of the said town of Saint Johns—with a house thereon
erected.

3° Un terrain ou lot vacant situé au côté est de la rue Albert, en la dite ville de Saint-Jean, portant le numéro cent huit (No 108), de la subdivision du dit lot numéro quatre cent trente et un, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

4° Un terrain situé au côté est de la rue Emery, en la dite ville de Saint-Jean, comprenant quatorze lots portant les numéros quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq et cinquante-six) Nos. 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56), de la dite subdivision du lot numéro quatre cent trente et un, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

5° Un terrain situé au côté est de la rue Marie Elizabeth, en la dite ville de Saint-Jean, comprenant quatorze lots portant les numéros quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit (Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28), de la subdivision du dit lot numéro quatre cent trente et un, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

6° Un terrain situé au côté ouest de la rue Marie Elizabeth, en la dite ville de Saint-Jean, comprenant quatorze lots portant les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize et quatorze (Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14), de la subdivision du dit lot quatre cent trente et un, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

7° Un terrain situé au côté ouest de la rue Saint-Jean, en la dite ville de Saint-Jean, comprenant les lots numéros cent trente-quatre et cent trente-cinq (Nos 134 et 135), de la subdivision du dit lot numéro quatre cent trente et un, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisse.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 5 avril 1910. 1769.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } JOSEPH WILFRED BRIS-
No 9127. } SETTE, Demandeur ; contre
JOSEPH LEFRANCOIS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, dans le septième rang du canton de Cathcart, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels sous les Nos 140 et 141 B—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 26 avril 1910. 2079
[Première publication, 30 avril 1910.]

3. A piece of ground or vacant lot situate on the east side of Albert street, in the said town of Saint Johns, bearing the number one hundred and eight (No. 108), of the subdivision of the said lot number four hundred and thirty one, of the said cadastre of the said town of Saint Johns—without building.

4. A piece of ground situate on the east side of Emery street, in the said town of Saint Johns, comprising fourteen lots bearing the numbers forty three, forty four, forty five, forty six, forty seven, forty eight, forty nine, fifty, fifty one, fifty two, fifty three, fifty four, fifty five and fifty six (Nos. 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 and 56), of the subdivision of the said lot number four hundred and thirty one, of the said cadastre of the said town of Saint Johns—without building.

5. A piece of ground situate on the east side of Mary Elizabeth street, in the said town of Saint Johns, comprising fourteen lots bearing the numbers fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, twenty seven and twenty eight (Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28), of the subdivision of the said lot number four hundred and thirty one, of the said cadastre of the said town of Saint Johns—without building.

6. A piece of ground situate on the west side of Marie Elizabeth street, in the said town of Saint Johns, comprising fourteen lots bearing the numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen and fourteen (Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14), of the subdivision of the said lot number four hundred and thirty one, of the said cadastre of the said town of Saint Johns—without building.

7. A piece of ground situate on the west side of Saint John street, in the said town of Saint Johns, comprising the lots numbers one hundred and thirty four and one hundred and thirty five (Nos. 134 and 135), of the subdivision of the said lot number four hundred and thirty one, of the said cadastre of the said town of Saint Johns—without building.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 5th April, 1910. 1770
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } JOSEPH WILFRED BRIS-
No 9127. } SETTE, Plaintiff ; against
JOSEPH LEFRANCOIS, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Côme, district of Joliette, in the seventh range of the township of Cathcart, known and designated on the official plan and book of reference under the Nos. 140 and 141 B—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 26th April, 1910. 2080
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **E**UCLIDE DALPHOND,
No 9175. } Demandeur; contre
EXIDE GAUTHIER dit **LANDREVILLE**, Dé-
fendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, dans le canton de Cathcart, connue et désignée sous le numéro quarante-quatre (44), des plan et livre de renvoi officie's du cadastre de la paroisse de Saint-Côme, dans le huitième rang du dit canton de Cathcart—avec maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 26 avril 1910. 2077
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—Comté de Berthier.

Joliette, à savoir : } **D**AME VEUVE **JEAN DA-**
No 3306. } **MASE RIVEST**, Deman-
deresse autorisée à poursuivre; contre **ANTOI-**
NE VAILLANT, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, comté de Berthier, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro quatre cent six (406), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, contenant environ trois arpents de front sur environ douze arpents de profondeur, sans garantie de mesure—avec les bâties qui doivent s'y trouver.

2° Un autre immeuble situé en la dite paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et huit (368), des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant environ un arpent et demi de front sur environ quatorze arpents de profondeur, le tout sans garantie de mesure—avec les bâties qui peuvent s'y trouver.

3° Une terre à bois située en la dite paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante et quatre (364), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, le **DIXIEME** jour du mois de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 4 avril 1910. 1735.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS-PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **T**HE LAKE OF THE
No 2887. } **W**OODS MILLING
COMPANY, LIMITED, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **HENRI LALONDE**, du village de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre et emplacement connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, dans la division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, sous le numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **E**UCLIDE DALPHOND,
No. 9175. } Plaintiff; against **EXIDE**
GAUTHIER dit **LANDREVILLE**, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Côme, district of Joliette, in the township of Cathcart, known and designated under number forty four (44), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Côme, in the eighth range of the said township of Cathcart—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Côme, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 26th April, 1910. 2078
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Berthier.

Joliette, to wit : } **D**AME WIDOW **DAMASE**
No. 3306. } **RIVEST**, Plaintiff author-
ized to sue; against **ANTOINE VAILLANT**,
Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, county of Berthier, district of Joliette, known and designated under number four hundred and six (406), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Lavaltrie, containing about three arpents by about twelve arpents in depth, without warranty as to measure—with the buildings which should be thereon.

2. Another immoveable situate in the said parish of Saint Antoine de Lavaltrie, known and designated under number three hundred and sixty eight (368), of the said official plan and book of reference, containing about one arpent and a half in front by about fourteen arpents in depth, all without warranty of measure—with the buildings that may be thereon.

3. A wooded land situate in the said parish of Saint Antoine de Lavaltrie, known and designated under number three hundred and sixty four (364), on the official plan and book of reference of the said parish.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, on the **TENTH** day of the month of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 4th April, 1910. 1736
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : } **T**HE LAKE OF THE
No. 2887. } **W**OODS MILLING
COMPANY LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HENRI LALONDE**, of the village of Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, district of Montreal, Defendant.

One lot of land and emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, in the registration division of the county of Vaudreuil, under the num-

deux cent soixante et dix-sept (277), contenant vingt et une (21) perches en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, tel qu'enclos maintenant—avec la maison et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 27 avril 1910. 2075
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES B. GRADDON
No. 3144. } ET WILLIAM T. OWENS, des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme marchands en société, sous les nom et raison de Graddon et Owens, Demandeurs; contre les terres et tenements de OLIER JUTRAS, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, district de Montréal, avec droit de passage en commun dans la ruelle située à la profondeur du dit emplacement, lequel emplacement est connu et désigné sous le numéro de subdivision douze, du lot officiel douze cent deux (12-1202), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal—avec les bâties dessus construites

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du Shérif, Shérif,
Montréal, 6 avril 1910. 1781.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } MASSEY-HARRIS CO.,
No. 7593. } LIMITED, Demanderesse ;
contre FRANCE MORIN, Défendeur, à savoir :

Lot numéro quinze B (15 B), dans le rang D, du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, contenant trente acres, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Shérif,
Hull, 5 avril 1910. 1793.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CHARLES BOURGEOIS ;
No. 369. } vs THE GRONDINES
STONE LIME AND BRICK COMPANY, à sa-
voir :

ber two hundred and seventy seven (277), contain- ing twenty one (21) perches in superficial area, more or less, without guarantee of precise measurement and as actually enclosed—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy sheriff,
Montreal, 27th April 1910. 2076
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES B. GRADDON
No. 3144. } and WILLIAM T. OWENS,
of the city and district of Montreal, there carrying on business as merchants in copartnership, under the firm name of "Graddon & Owens", Plaintiffs; against the lands and tenements of OLIER JU- TRAS, of the same place, Defendant.

A lot fronting on Saint Denis street, in the city of Montreal, district of Montreal, with right of way in common in the lane situate at the depth of the said lot, which lot is known and designated under the subdivision number twelve, of the official lot twelve hundred and two (12 1202), on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, 6th April, 1910. 1782
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un- dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } MASSEY-HARRIS CO.,
No. 7593. } LIMITED, Plaintiff ; against
FRANCE MORIN, Defendant, to wit :

Lot number fifteen B (15 B), in range D, of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book reference for said township, containing thirty acres, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Sheriff,
Hull, 5th April, 1910. 1794
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un- dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } CHARLES BOURGEOIS ;
No. 369. } vs THE GRONDINES
STONE LIME AND BRICK COMPANY, to wit :

Partie du numéro 238 (deux cent trente-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault comté de Portneuf, contenant 4 arpents $\frac{1}{4}$ en longueur, plus ou moins, sur un arpent de largeur, borné au nord, à la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique, au sud au grand derrick dans la position où il se trouve actuellement, mesuré parallèlement à la ligne du chemin de fer, à l'ouest par Sigefroy Perron et Daniel Beaucage, et à l'est par Eugène Létourneau.

Aussi l'usage en commun avec Henri Germain, ses successeurs ou ayant cause, d'une voie d'évitement sise et situé sur numéro saisi, telle qu'elle se trouve actuellement, connu et désigné sous le nom de "Germain siding"; sujette aux conditions contenues dans l'acte de vente de Henri Germain à la défenderesse, passé le sixième du mois de juin 1906, devant M^{re} Edouard Derome dit Descarreau, le dit Henri Germain devant fournir les matériaux nécessaires pour terminer la voie sur toute la longueur du terrain de la défenderesse, et cette dernière s'engageant à faire le terrassement et pose des matériaux sur toute la partie qui reste à construire sur le terrain de la défenderesse.

A distraire du dit numéro vendu, le terrain nécessaire pour la voie d'évitement sur toute la longueur du dit terrain vendu et sur une largeur d'une trentaine de pieds environ, tel que le tout se trouve actuellement, mais à la condition que ce terrain ne pourra servir à d'autre usage, et que si du consentement mutuel ou autre raison, la voie d'évitement cessait d'exister, le terrain qu'elle occupe retournerait de plein droit à l'acquéreur.

La vente devant être faite sujette aux mêmes obligations et charges que la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique a imposé dans son bail au dit Henri Germain, sujette aussi aux servitudes et droits de passage réservés par le propriétaire primitif, du dit lot tel que décrit dans une vente de Hubert Perron à Grégoire Paquin, le 20 février 1901, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf, sous le numéro 10077.

La dite vente a été enfin faite sujette aux clauses, conditions et obligations mentionnées dans les dits actes de vente et de bail qui seront lus et communiqués lors de la dite mise aux enchères des dits biens immobiliers, et dont partie intéressée peut prendre communication dans l'intervalle, au bureau du shérif.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,
Député shérif.
Bureau du shérif,
Québec, 28 avril 1910. 2105
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: LA CITE DE QUÉBEC ;
No 714. vs JOHN COSGROVE,
ES-QUALITÉ, à savoir :

1^o Le lot No 4328 (quatre mille trois cent vingt-huit), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Artillerie—circonstances et dépendances.

2^o Une lisière de terrain formant partie du lot No 4327 (quatre mille trois cent vingt-sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, contenant sept pieds de profondeur et contigue au sud à toute la largeur du dit lot No 4328 (quatre mille trois cent vingt-huit)—circonstances et dépendances, pour être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député Shérif.
Bureau du shérif,
Québec, 7 avril 1910. 1785.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Part of number 238 (two hundred and thirty eight), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, containing 4 arpents and one quarter in length, more or less, by one arpent in width; bounded on the north by the Canadian Pacific Railway, on the south by the big derrick in the position it is actually in, measured in a parallel line with the railway, on the west by Sigefroy Perron and Daniel Beaucage, and on the east by Eugène Létourneau.

Also the use in common with Henri Germain, his successors and assigns, of a railway siding being and situate on the number seized, as it now is, known and designated under the name of "Germain Siding"; subject to the conditions contained in the deed of sale of Henri Germain to the defendant, executed on the sixth of the month of June, 1906, before M^{re} Edouard Derome dit Descarreau, the said Henri Germain to supply the necessary materials to complete the siding on the entire length of the land of the defendant, and the latter binding itself to do the earth-work and putting in place of the materials on all the remaining portion to be built on the land of the defendant.

To withdraw from the said number sold, the land necessary for the railway siding on the whole length of the said land sold and for a width of about thirty feet, as the whole is presently, but on the condition the such land cannot be used for other purposes, and it by mutual consent or other reason, the siding should cease to exist, the land it occupies reverts de jure to the purchaser.

The sale to be made subject to the same obligations and charges that the Canadian Pacific Railway Company has imposed in its lease to the said Henri Germain, subject also to the servitudes and right of way reserved by the original owner of the said lot as decreed in a sale made by Hubert Perron to Gregoire Paquin, on the 20th February, 1901, and registered at the registry office of the county of Portneuf, under number 10077.

The said sale to be finally made subject to the clauses, conditions and obligations mentioned in the said deeds of sale and lease, which will be read and communicated at the time of the said auction of the said immovable property, and of which interested parties may take cognizance of in the meantime, at the sheriff's office.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, on the SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, 28th April, 1910. 2106
[First published, 30th April, 1910]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit: THE CITY OF QUÉBEC; vs
No 714. JOHN COSGROVE, vs-
QUALITE, to wit:

1. Lot No. 4328 (four thousand three hundred and twenty eight), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Artillery street—circumstances and dependencies.

2. A strip of land forming part of lot No. 4327 (four thousand three hundred and twenty seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, containing seven feet in depth, and contiguous on the south to the whole width of the said lot No. 4328 (four thousand three hundred and twenty eight)—circumstances and dependencies, to be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.
Sheriff's office,
Quebec, 7th April, 1910. 1786
[First published, 9th April, 1910].

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec. } **L'É CREDIT FONCIER**
No 1348 } **FRANCO CANADIEN**
vs **PAUL PELLETIER**, savoir :

1° Une terre en la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal, contenant cent acres en superficie; bornés au nord à Henry Dufour, au sud à Alphonse Blais, connue et désignée sous le numéro dix (No 10), du cadastre officiel du rang B, canton Humqui, tel que le tout est actuellement—avec les bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

2° Les droits et prétentions du défendeur sur le lot numéro quatorze (14), du cadastre officiel du rang B, canton Humqui—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Jacques le Majeur de Causapsal, le ONZIEME jour de MAI 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS D'ANJOU,

Bureau shérif,
Rimouski, 5 avril 1910.

Shérif.
1751.2

[Première publication, 9 avril 1910.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Quebec. } **L'É CREDIT FONCIER**
No. 1348. } **FRANCO CANADIEN**;
against **PAUL PELLETIER**, to wit :

1. A farm in the parish of Saint-Jacques le Majeur de Causapsal, containing one hundred acres in superficies; bounded on the north by Henry Dufour, on the south by Alphonse Blais, known and designated under number ten (No 10) of the official cadastre of range B, township of Humqui, as the whole is actually—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The rights and pretensions of the defendant in number fourteen (14), of the official cadastre of range B, township of Humqui—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques le Majeur de Causapsal, on the ELEVENTH day of MAY, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office,
Rimouski, 5th April, 1910.

Sheriff.
1752

[First published, 9th April, 1910.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **IN RE JOSEPH WARREN,**
No 1802 } **failli; et VITAL**
ELZEAR PARADIS, curateur.

Les lots numéros vingt, vingt et un (20, 21.) sauf à distraire une petite lisière de terrain composant la partie nord du dit numéro vingt-et-un près du fleuve Saint-Laurent, joignant au nord à Jean Warren, senior, et au sud à Joseph Warren et les héritiers de sa dite épouse, (22) vingt-deux, et de la partie nord-ouest du lot numéro vingt-trois (23), mesurant quarante-huit pieds de front sur quatre-vingt dix pieds, plus ou moins, de profondeur; bornés en front à l'ouest par le chemin public, à l'est par le fleuve Saint-Laurent, au sud par une ligne tirée parallèlement à quarante-huit pieds de celle qui sépare le dit lot numéro vingt-trois du lot numéro vingt-deux, et au nord par le dit numéro vingt-deux, du cadastre officiel du susdit village de la Pointe-au-Pic—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice de la Malbaie, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 23 avril 1910.

Shérif.
2043

[Première publication, 30 avril 1910.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **IN RE JOSEPH WARREN,**
No. 1808. } **insolvent; and VITAL**
ELZEAR PARADIS, curator.

Lots numbers twenty, twenty one (20, 21), save to be withdrawn a small strip of land composing the north part of the said number twenty one near the river Saint Lawrence, abutted on the north by Jean Warren, senior, and on the south by Joseph Warren and the heirs of his said wife (22) twenty two, and the north west part of lot number twenty three (23), measuring forty eight feet in front by ninety feet, more or less, in depth; bounded in front to the west by the public road, on the east by the river Saint Lawrence, on the south by a line drawn parallelly at forty eight feet from the line which divides the said lot number twenty three from lot number twenty two, and on the north by the said number twenty two, of the official cadastre of the aforesaid village of Pointe-au-Pic—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house of Malbaie, on the FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office,
Malbaie, 23rd April, 1910.

Sheriff.
2044

[First published, 30th April, 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : } **L** A BANQUE NATIONALE, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires, dans la cité et district de Québec, Demanderesse ; contre **PAUL GARNEUR**, du canton de Thatford, district d'Arthabaska, et **WILLIAM GIRARDIN**, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant au susdit défendeur, William Girardin, les immeubles ci-après décrits :

Ce certain lot ou morceau de terre situé dans le canton de Clifton, dans le comté de Compton, connu et désigné comme suit :

Le lot numéro seize A (16 A), dans le neuvième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Clifton—avec toutes les bâtisses et améliorations faites et érigées sur le dit lot ou morceau de terre, y compris un moulin à scie avec toutes ses machines, agrès et accessoires.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hedwige, le DIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 2 avril 1910. Shérif, 1759.2

Les publications faites le douzième et le dix-neuvième jours de mars dernier 1910, sont nulles.
[Première publication, 9 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : } **D**AME LOUISA DEURETTA ANDREW, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, fille majeure, en sa qualité de seule exécutrice testamentaire de feu Dame Julia Ann Eliza Waddington Whale, de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le district de Québec, veuve de feu Frederick H. Andrews, en son vivant aussi du même lieu, avocat, maintenant décédé, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **NICODEME VIENS**, du canton d'Oxford, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Ce certain terrain connu et désigné comme étant les trente-six acres, plus ou moins, formant partie de la partie ouest du lot numéro trente-deux, dans le rang B, du dit canton d'Oxford, dans le district de Saint-François, plus particulièrement décrit comme suit : faisant partie de la partie ouest du dit lot et borné comme suit : en front à l'est par le chemin appelé "chemin du huitième rang", au sud par les quatre acres étant à l'extrémité sud, de la dite partie ouest du dit lot, actuellement possédés par James Gaultry, à l'ouest par la ligne de division entre les lots trente et un et trente-deux du dit rang, et au nord par les dix acres formant le résidu de la partie ouest du dit lot et le terrain de James McIver, ou représentants, le tout tel que maintenant occupé par le dit défendeur—avec les bâtisses et autres améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie d'Oxford, le ONZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 6 avril 1910. Shérif, 1791.2

[Première publication, 9 avril 1910]

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François
Saint Francis, to wit : } **L** A BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Quebec, Plaintiff ; against **PAUL GARNEUR**, of the township of Thatford, district of Arthabaska, and **WILLIAM GIRARDIN**, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the above named defendant, William Girardin, the immoveables hereinafter described :

The certain lot or piece of land situate in the township of Clifton, in the county of Compton, known and designated as follows :

Lot number sixteen A (16 A), in the ninth range, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Clifton—with all the buildings and improvements made and erected on the said lot or piece of land, including a saw-mill with all the machinery, equipment and accessories.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Hedwige, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 2nd April, 1910. Sheriff, 1760

The publications made on the twelfth and nineteenth days of March last, 1910, are void.
[First published, 9th April, 1910]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François
Saint Francis, to wit : } **D**AME LOUISA DEURETTA ANDREWS, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, spinster, in her quality of sole executrix of the last will and testament of the late Dame Julia Ann Eliza Waddington Whale, of the parish of Saint Sauveur, in the district of Quebec, widow of the late Frederick H. Andrews, in his lifetime also of the same place, advocate, now deceased, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NICODEME VIENS**, of the township of Orford, in the district of Saint Francis, Defendant.

The certain lot of land known and designated as being the thirty six acres, more or less, forming part of the western portion of lot number thirty two, in range B, of the said township of Orford, in the district of Saint Francis, more particularly described as follows : forming part of the western portion of the said lot and bounded as follows : in front on the east by the road called "road of the eighth range", on the south by the four acres being on the southern extremity of the western portion of the said lot, actually owned by James Gaultry, on the west by the division line between lots thirty one and thirty two of the said range, and on the north by the ten acres forming the remainder of the western portion of the said lot and the land of James McIver or representatives, the whole as now occupied by the said defendant—with the buildings and other improvements thereon made and erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie d'Oxford, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 6th April, 1910. Sheriff, 1792

[First published, 9th April, 1910].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **D**AME LOUISE }
No 253. } **R**ODIER, de la }
paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, district }
de Saint-Hyacinthe, épouse séparée de biens de }
Joseph Loranger, cultivateur, du même lieu, et }
temporairement à Crompton, à Rhode Islands un des }
états-unis d'Amérique, dûment autorisée à ester }
en justice, Demanderesse ; contre le dit **JOSEPH }
LORANGER, Défendeur.**

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Le quart indivis d'une terre située du côté ouest de la rivière Yamaska, en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, étant les lots numéros sept et huit (7 et 8), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, **MARDI**, le **TRENTE ET UNIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 avril 1910. 2067
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **D**AME ONESIME }
Province de Québec, } **G**ODARD, De- }
District de Saint-Hyacinthe, } manderesse ; contre }
No 4. } **G**EOURGE ALLAN }
MORISON, de Ogema, état du Minnesota, états- }
unis, en sa qualité d'héritier-bénéficiaire de Lewis }
Francis Morison, en son vivant avocat, des cité }
et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-après décrit, saisi dans la présente cause, qui a eu lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt deuxième jour du mois de mars dernier (1910), au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, sera revendu à la folle enchère de Dame Eva Charpentier, à **DIX** heures de l'avant-midi, **MARDI**, le **DIX-SEPTIEME** jour de **MAI** prochain (1910), au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, lequel immeuble décrit comme suit :

Un pont de péage traversant la rivière Yamaska en reliant la cité de Saint-Hyacinthe avec cette partie de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, qui est maintenant le village Saint-Joseph, le dit pont généralement connu sous le nom de "Pont du Centre", et situé, moitié dans la dite cité de Saint-Hyacinthe et moitié dans le dit village Saint-Joseph, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe, sous les numéros 708 et 19, et sous le numéro 80, sur le plan cadastral de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans les comté et district de Saint-Hyacinthe—avec les quais, arcades, constructions servant à asseoir le dit pont et à y communiquer avec la maison et la barrière de péage et les dépendances et accessoires qui en font partie et servant à son exploitation, et aussi tous les droits, franchises et privilèges s'y rattachant et spécialement ceux originairement concédés à Jean Marie Langlois dit Germain, ses héritiers, exécuteurs et ayant cause, par l'acte 57, George III, chap. 37, et reconnus dans des statuts de l'ancienne province du Canada et de la législature

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the **respective time** and **places** mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **M**ADAME LOUISE }
No. 253. } **R**ODIER, of the }
parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, district of }
Saint Hyacinth, wife separated as to property of }
Joseph Loranger, farmer, of the same place, and }
now of Crompton, Rhode Island, one of the united }
states, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ; }
against the said **JOSEPH LORANGER, Defendant.**

As belonging to the said defendant :

The undivided quarter of a farm situate on the west side of the Yamaska river, in the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, being the lots numbers seven and eight (7 and 8), on the cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Cathedral, in the city of Saint Hyacinth, **TUESDAY**, on the **THIRTY FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 27th April, 1910. 2068
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **M**ADAME ONE- }
Province of Québec, } **S**MEGODARD, }
District of Saint Hyacinth, } Plaintiff ; against }
No. 4. } **G**EOURGE ALLAN }
MORISON, of Ogema, state of Minnesota, united }
states, in his capacity of beneficiary heir of Lewis }
Francis Morison, in his lifetime advocate, of the }
city and district of Saint Hyacinth, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable hereafter described, seized in this cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, on the twenty second day of March last, 1910, at the sheriff's office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, will be resold for false bidding upon Madame Eva Charpentier, at **TEN** o'clock in the forenoon, **TUESDAY**, on the **SEVENTEENTH** day of **MAY** next, 1910, at the sheriff's office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, said immoveable described as follows :

A toll-bridge crossing the Yamaska river and connecting the city of Saint-Hyacinth with that part of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, which now is the village of Saint-Joseph, the said bridge generally known under the name of "Pont du Centre" and situate, for one part in the said city of Saint-Hyacinth and other part of the said village of Saint-Joseph, and known and designated on the official plan and book of reference of the city of Saint-Hyacinth, under the numbers 708 and 19, and under the number 80, on the cadastral plan of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, in the county and district of Saint-Hyacinth—with the wharfs, arcades, constructions used to stand the said bridge and communicating thereon, with the house and a toll-gate and the dependencies and accessories which therein attached and used for its working, and also all the rights, franchises and privileges therein attached and specially those originally granted to Jean Marie Langlois dit Germain, his heirs, executors and assigns by the act 57, George III, chap. 37, and proclaimed in the statutes of the ancien province of Canada and of the legis-

de la province de Québec ; les dits pont, droits, franchises et privilèges tels que possédés par feu Lewis Francis Morison et sujets aux obligations, réserves et permissions découlant de toutes conventions faites par le dit Lewis Francis Morison ou ses auteurs, avec toute personne, société et compagnie

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 avril 1910. 2071
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } LA BANQUE DE
No 78. } L SAINT-HYA-
CINTHE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, et L. FABIEN PHILIE, gérant de banque, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de sequestre dûment nommé par l'autorité compétente, le président de l'association des banquiers du Canada, à la dite banque de Saint-Hyacinthe qui a cessé ses paiements, et ce dernier, en autant que nécessaire pour assister et autoriser la dite banque aux fins des présentes, Demandeurs ; contre LEWIS FRANCIS MORISON, en son vivant avocat, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ; et R. C. S. No 251. LA DITE BANQUE DE SAINT-HYACINTHE ET AL, Demanderesse par reprise d'instance ; contre GEORGE ALLAN MORISON, de Ogema, dans l'état de Minnesota, dans la république américaine, en sa qualité d'héritier-bénéficiaire de Lewis Francis Morison, en son vivant avocat, de la dite cité de Saint-Hyacinthe, Défendeur par reprise d'instance ; et LOUIS FABIEN PHILIE, gérant de banque, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de liquidateur dûment nommé à la dite banque de Saint-Hyacinthe, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Intervenant.

1° Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, ayant front sur la rue Sainte-Marie, formant 5175 pieds en superficie, connu et désigné sous le lot numéro dix huit (18), des plan et livre de renvoi officiel de la cité de Saint-Hyacinthe ; à distraire néanmoins de ce lot la partie vendue à la cité de Saint-Hyacinthe, pour l'élargissement de la rue Sainte-Marie, par acte enregistré au bureau de Saint-Hyacinthe B ; vol. 53 ; fol. 535 ; No. 47124.

2° Le tiers indivis d'un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, ayant front sur la rue Saint-Germain, étant le numéro six cent quatre-vingt-dix (690 A) de la subdivision du lot officiel No 690, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe.

3° Le tiers indivis d'un morceau de terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, ayant front sur la rue Sainte-Anne, et connu et désigné comme étant les numéros sept cent A (700A), sept cent 1 (700-1), sept cent 3 (700-3), sept cent 5 (700-5), sept cent 7 (700-7), et sept cent-9 (700-9), de la subdivision du lot officiel numéro 700, des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe ; y compris la jouissance et usufruit du tiers indivis des terrains situés au même endroit, en la cité de Saint-Hyacinthe, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité comme étant les Nos 700-02, 700-4, 700-6 et 700-8 de la subdivision du lot officiel No 700, du cadastre de la cité de Saint-Hyacinthe, aussi longtemps que la dite cité n'aura pas ouvert ou pris possession des parties des rues projetées Leman, Trudeau, Bourassa et Turcot, représentées par les dits numéros respectivement.

4° Un terrain situé au village Saint-Joseph, sur la route du Raccourci, connu et désigné sous les numéros cent quarante-huit (148), cent quarante-neuf (149) et cent cinquante (150) aux plan et livre

lature of the province of Quebec ; the said bridge, rights, franchises and privileges as possessed by the late Lewis Francis Morison and to be subject to the obligations, reserves and permissions proceeding from all agreements of the said Lewis Francis Morison or authors, with any body, society and company.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27th April, 1910. 2072
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit : } THE SAINT HYA-
No. 78. } CINTH BANK,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Saint-Hyacinthe, and L. FABIEN PHILIE, bank manager, of the city and district of Saint-Hyacinthe, in his capacity of sequestrator duly appointed by competent authority, the president of the Canadian Bankers' Association, to the said bank of Saint-Hyacinthe, which has suspended its payments ; this latter in as much as it is necessary to assist and authorize the said bank for the purposes hereof, Plaintiffs ; against LEWIS FRANCIS MORISON, in his lifetime advocate, of the city and district of Saint-Hyacinthe, Defendant ; and R. C. No. 251, THE SAID SAINT HYACINTH BANK ET AL, par reprise d'instance ; against GEORGE ALLAN MORISON, of Ogema, state of Minnesota, American Republic, in his quality of beneficiary heir of Lewis Francis Morison, in his lifetime advocate, of the city and district of Saint-Hyacinthe, Defendant par reprise d'instance ; and LOUIS FABIEN PHILIE, bank manager, of the city and district of Saint-Hyacinthe, in his quality of liquidator duly appointed to the said Saint-Hyacinthe bank, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Saint-Hyacinthe, Intervenant.

1. A piece of ground situated in the city of Saint-Hyacinthe ; bounded in front by the Sainte Marie street, containing 5175 feet in superficies, known and designated under the lot number eighteen (18), on the cadastral plan and book of reference of the city of Saint-Hyacinthe ; to withdraw however from said lot the portion sold to the city of Saint-Hyacinthe, for the widening of Sainte Marie street, by a deed registered at the registry office of county of Saint-Hyacinthe B ; vol. 53 ; fol. 535 ; No. 47124.

2. The undivided third of a piece of ground situate in the city of Saint-Hyacinthe ; bounded in front by the Saint Germain street, being the number six hundred and ninety A (690 A), of the subdivision of official lot No. 690, on the official plan and book of reference of the city of Saint-Hyacinthe.

3. The undivided third of a piece of ground situate in the city of Saint-Hyacinthe ; bounded in front by Sainte Anne street, and known and designated as being the Nos. 700A, 700-1, 700-3, 700-5, 700-7, 700-9, of the subdivision of the official lot number 700, on the official plan and book of reference of the city of Saint-Hyacinthe ; including the usufruct of the undivided third of the pieces of ground situated at the same place, in the city of Saint-Hyacinthe, and known and designated on the official plan and book of reference of the said city of Saint-Hyacinthe, as being the Nos. 700-2, 700-4, 700-6, 700-8, of the subdivision of the official lot No. 700, on the cadastre of said city of Saint-Hyacinthe, as long as the said city of Saint-Hyacinthe shall not open or take possession of the portions of projected streets Leman, Trudeau, Bourassa and Turcot, represented by the said numbers respectively.

4. A piece of ground situate in the village of Saint-Joseph, on the road called "Raccourci", known and designated under the numbers one hundred and forty eight (148), one hundred and forty nine

de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, comté de Saint-Hyacinthe.

Pour être vendus, les terrains décrits aux paragraphes 1, 2 et 3, à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le DIXIÈME jour de MAI prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi, et le terrain décrit au paragraphe 4, sera vendu à la porte de l'église de la cathédrale, dite cité, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

Tous les lots décrits au paragraphe 3, seront vendus en bloc, comme formant une seule et même exploitation.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 6 avril 1910. 1801.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois Rivières, à savoir : } L AUSOPHE NAULT,
No 63. } L Demandeur ; contre
J. ALPHONSE KIROUAC, Défendeur.

Un terrain situé à l'endroit appelé Manseau, au nord du chemin de fer Intercolonial, connu et désigné sous les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Blanford, division d'enregistrement numéro un, du comté de Nicolet comme étant en entier le numéro soixante-et-neuf (69), de la subdivision du lot numéro quinze (15-69), du huitième rang du dit canton avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Blanford le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2083
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } VICTOR MILOT,
No 118. } V Demandeur ;
contre GEDEON VEZINA et JEFFREY VEZINA, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Gédéon Vézina, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, à la Tortue, de forme triangulaire, mesurant environ soixante pieds à sa base, environ trois arpents de hauteur; borné comme suit : d'un côté vers l'est au chemin de fer Canadien du Pacifique, vers l'ouest et au sommet par la route de l'Eglise, vers le nord au terrain de Xavier Mongrain—avec maison y érigée, circonstances et dépendances, et y compris une fromagerie, le tout formant partie du numéro mille un (1001), du cadastre hypothécaire de Notre-Dame de Mont-Carmel, comté de Champlain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le DEUXIÈME jour de JUIN, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2081
[Première publication, 30 avril 1910.]

(149), and one hundred and fifty (150), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, county of Saint Hyacinth.

To be sold, the pieces of ground described at paragraphs 1, 2, 3, at my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, on TUESDAY, the TENTH day of MAY next (1910), at TEN o'clock in the forenoon, and the lot described at paragraph 4, will be sold at the church door of the cathedral, in the city of Saint Hyacinth, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

All the lots described at paragraph 3, will be sold in block, as one property.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 6th April, 1910. 1802
[First published, 9th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska,

Three Rivers, to wit : } L AUSOPHE NAULT,
No. 63. } L Plaintiff ; against J.
ALPHONSE KIROUAC, Defendant.

A lot of land situate at the place called Manseau, on the north of the Intercolonial Railway, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Blanford, registration division No. 1, of the county of Nicolet, as being the whole of number sixty nine (69), of the subdivision of lot number fifteen (15-69), of the eighth range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Blanford, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2084
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } VICTOR MILOT, Plain-
No. 118. } V iff ; against GE-
DEON VEZINA and JEFFREY VEZINA,
jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said joint and several defendant, Gédéon Vézina, to wit :

An emplacement situate in the parish of Saint Théophile du Lac à la Tortue, of triangular outline, measuring about sixty feet at its base, and about three arpents in height; bounded as follows : on one side towards the east by the Canadian Pacific Railway, on the west and at the apex by the Church road, on the north by the land of Xavier Mongrain—with house thereon erected, circumstances and dependencies, including a cheese factory, the whole forming part of number one thousand and one (1001), of the mortgage cadastre of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile du Lac, on the SECOND day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2082
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME MARIE LOUISE TURCOTTE ET VIR,** Demandeur ; contre **FELIX GUENARD,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Cécile de Lévrard, autrefois au troisième rang de Saint-Pierre les Becquets, contenant un arpent et demi de front par trente arpents de profondeur, désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile de Lévrard, le **TRENTE ET UNIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2107
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit. — District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME MARIE ANNE PANNETON ET VIR,** Demanderesse ; contre **JOSEPH ARTHUR TURCOTTE,** Défendeur.

Un lot de terre situé à l'endroit appelé Saint-Zéphirin de La Tuque, dans le comté de Champlain, formant partie du numéro officiel vingt-six, du cadastre hypothécaire du premier rang du canton Malhiot, connu et spécialement désigné au plan de subdivision du dit numéro officiel sous les numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (26-159 et 160), faisant front sur le côté est de la première avenue, mesurant cent pieds de longueur et cent pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot en commun avec les propriétaires y ayant droit.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Baïscan, le **ONZIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 avril 1910. 1783.2
[Première publication, 9 avril 1910.]

Avis du Gouvernement

La compagnie "Rubicon Silver Mining Company Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou tentes actions et procédures exercées contre elle, est M. Michael Murray Hackett, de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.
Québec, 22 avril 1910 2033

La compagnie "B. & S. Lumber Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Moïse.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court. — District of Three-Rivers.

Three-Rivers, to wit : } **DAME MARIE LOUISE TURCOTTE ET VIR,** Plaintiff ; against **FELIX GUENARD,** Defendant.

A farm situate in the parish of Sainte-Cécile de Lévrard, formerly in the third range of Saint Pierre les Becquets, containing one arpent and a half in front by thirty arpents in depth, designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Pierre les Becquets, under number two hundred and eighty six (286)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cécile de Lévrard, on the **THIRTY-FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2108
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME MARIE ANNE PANNETON ET VIR,** Plaintiff ; against **JOSEPH ARTHUR TURCOTTE,** Defendant.

A lot of land situate at the place called Saint Zéphirin of La Tuque, in the county of Champlain, forming part of official number twenty six, of the mortgage cadastre of the first range of the township Malhiot, known and specially designated on the subdivision plan of the said official number under the numbers one hundred and fifty nine and one hundred and sixty (26-159 and 160), fronting on the east side of the first avenue, measuring one hundred feet in length and one hundred in width, english measure, more or less—with the right of way in the lane situate in the rear of the said lot, in common with the proprietors having right therein.

To be sold at the office of the registrar of the county of Champlain, in the parish of Sainte-Geneviève de Baïscan, on the **ELEVENTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 6th April, 1910. 1784
[First published, 9th April, 1910.]

Government Notices

The "Rubicon Silver Mining Company, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Michael Murray Hackett, of Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.
Québec, 22nd April, 1910. 2034

The "B. & S. Lumber Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Saint Moïse.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Michel-Philéas Laberge, notaire public, de Saint Pierre du Lac, (Cedar Hall)

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 25 avril 1910. 2045

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1909 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 28 avril 1910. 2113

No 700-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Guigues, comté de Pontiac, les biens fouds ayant au cadastre officiel du canton Duhamel, les Nos 58, 59, 60, 61, et 62 du 6ème rang : les Nos 58 et partie de 59 du 6ème rang et d'annexer ce territoire à celle de Temiscamingue, dans le même comté.

2103

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que durant la présente session de la législature, la corporation de la ville de Saint Jérôme s'adressera à la législature pour se mettre sous les dispositions de l'acte général des corporations des cités et villes, 1903, avec en plus le droit d'annexer à la municipalité de la ville de Saint-Jérôme certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, située au sud-est de la dite ville de Saint-Jérôme, de municipaliser l'éclairage électrique ; de fournir et exploiter de l'énergie électrique, dans les limites de la ville, de légaliser les règlements Nos 67 à 71 concernant le canal d'égout de la rue Labelle, et pour toutes autres fins, matières et choses nécessaires et utiles à la dite corporation de la ville de Saint-Jérôme.

CAMILLE DE MARTIGNY,

Procureur de la corporation
de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 28 avril 1910. 2109

Avis Divers

Avis public est par le présent donné aux intéressés qu'en vertu des instructions reçues de l'honorable Ministre des Travaux Publics et du Travail, en date du 30 mars 1910, que le 16ème jour du mois de mai prochain, je, soussigné, ferai l'inspection des travaux d'amélioration qui ont été faits par la Compagnie Gilmour & Hughson, de Hull, sur la rivière Kazubazua, dans les comtés de Pontiac et Wright, P. Q., pour faciliter le flottage du bois de commerce, sur ce cours d'eau, aux fins de faire un rapport au gouvernement, pour lui permettre d'établir un tarif de péage en faveur de la dite Compagnie Gilmour & Hughson pour les indemniser du coût de ces ouvrages et de l'entretien d'iceux.

PAUL F. C. DUMAIS,

Ingénieur civil et inspecteur en charge.
Hull, 27 avril 1910. 2097

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Michel Philéas Laberge, notary public, of Saint Pierre du Lac, (Cedar Hall).

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 25th April, 1910. 2046

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Saint-Joseph de Lanoraie, county of Berthier, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 28th April, 1910. 2114

No. 700-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Guigues, county of Pontiac, the lots bearing on the official cadastre of the township Duhamel, the Nos. 58, 59, 60, 61 and 62 of the 5th range ; the Nos. 58 and part of 59 of the 6th range and to annex such territory to that of Temiscamingue, in the said county.

2104

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that during the actual sitting of Legislature of Québec, the corporation of the town of Saint Jérôme shall present themselves to the Legislature to be put under the disposition of the general act of cities and towns of 1903, and further to obtain privilege of annexing to the municipality of the town of Saint Jérôme certain part of the municipality of the parish of Saint-Jérôme, lying south-east of the said town of Saint-Jérôme ; to municipalize the electric light ; to furnish electrical power and operate an electric plant within the limits of the said town of Saint-Jérôme ; to legalize by-laws numbers 67 and 71 in connection with the sewer drain of Labelle street, and for all other purposes, matters and things necessary and useful to the corporation of the town of Saint-Jérôme.

CAMILLE DE MARTIGNY,

Attorney for the corporation
of Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 28th April, 1910. 2110

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given to whom it may concern that under instructions of the Honorable Minister of Public Works and Labor, dated the 30th March, 1910, that on the 16th day of the month of May next, I, the undersigned, will inspect the works or improvements made by the Gilmour and Hughson Company, of Hull, on the River Kazubazua, in the counties of Pontiac and Wright, P. Q., to facilitate the floating of lumber on the said river, in order to make a report to enable the government to establish a schedule of tolls in favor of the said Gilmour and Hughson Company, to indemnify them for the cost of such works and the maintenance of same.

PAUL F. C. DUMAIS,

Civil engineer and inspector in charge.
Hull, 27th April, 1910. 2098

Avis de Faillites

District d'Arthabaska.

Re Albert Gauthier, marchand, Saint-Cyrille de Wendover, Insolvable.

Un deux ème et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 mai 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 avril 1910. 2101

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Alexis Gagnon, entrepreneur de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17ième jour de mai, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMGUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 30 avril 1910. 2095

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 82.

In re Alpheric Laliberté, forgeron et commerçant, Rivière Gentilly, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par un ordonnance de la cour, en date du 22 avril 1910, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

S. DUGAL,
Curateur.

Bureau : 136, rue Notre-Dame
Trois-Rivières, 22 avril 1910. 2085

District de Québec.

Re Gerardus Côté, épicier, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 avril 1910. 2099

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re National Breweries, Ltd., Demandeurs ;
vs

Joseph G. Vinet, Défendeur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 22ème jour d'avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 22 avril 1910. 2091

Bankrupt Notices

District of Arthabaska.

Re Albert Gauthier, merchant, Saint Cyrille de Wendover, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th May, 1910, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th April, 1910. 2101

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Alexis Gagnon, contractor of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 17th day of May next, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 30th April, 1910. 2096

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 82.

In re Alpheric Laliberté, blacksmith and trader, River Gentilly, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, dated the 22nd of April, 1910, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

S. DUGAL,
Curator.

Office : 136 Notre Dame street.
Three Rivers, 22nd April, 1910. 2086

District of Québec.

Re Gerardus Côté, grocer, Québec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 26th April, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 28th April, 1910. 2100

Province of Québec, }
District of Montreal } Superior Court.

In re National Breweries Ltd., Plaintiff ;
vs

Joseph G. Vinet, Defendant.
Notice is hereby given that, by order of this Court, on the 22nd day of April, 1910, I was appointed curator to the property of the said defendant, who has made a judicial abandonment of same for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within thirty days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East.
Montréal, 22nd April, 1910. 2092

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*
No. 86.

In re Joseph Edouard Lemarier,
Débiteur insolvable.

Avis est par les présentes donné que le susdit Jos. Ed. Lemarier a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que son bilan a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, aux Trois-Rivières, le 25 avril courant.

NAZAIRE PRATTE,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2033

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

In re P. Goldstein, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 28 avril 1910. 2111

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re succession vacante de feu A. Vidal, Montréal, Qué., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 16 mai 1910, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

V. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 28 avril 1910. 2119

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 246.

In re Willie Desmarais, comme çan, boucher, de Saint-Eugène, district d'Arthabaska.
Insolvable.

Le dit Willie Desmarais ayant fait un abandon judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, le vingt-cinq avril 1910, à la demande de Joseph Beaugard, fils, commerçant, de Saint-Hélène de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, le sousigné, député, protonotaire de la dite cour, nomme le dit Joseph Beaugard, fils, gardien provisoire aux biens du dit insolvable, suivant les dispositions de l'article 861 du code de procédure civile.

Daté à Arthabaskaville, ce vingt-cinquième jour d'avril mil neuf cent dix.

ADELARD PICHER,
Dep. P. C. S.

Vrai copie,
Adelard Picher,
Dep. P. C. S. 2117

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 50.

Le 26 avril 1910.

Devant le protonotaire, (en l'absence du juge).

The Molsons Bank, Demanderesse ;

J. A. Bernard, Défendeur.

Vu la motion de la demanderesse ; icelles est accordée.

En conséquence, les créanciers du défendeur sont

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 86.

In re Joseph Edouard Lemarier,
Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the aforesaid Jos. Ed. Lemarier has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that his statement has been deposited in the office of the protonotary of the superior court, at Three Rivers, on the 25th April instant.

NAZAIRE PRATTE,
Provisional guardian.

Three Rivers, 27th April, 1910. 2094

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In re P. Goldstein, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the protonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 28th April, 1910. 2112

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re vacant estate of late A. Vidal, Montreal, Qué., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th May, 1910, and after which date this dividends will be payable at my office.

V. LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 28th April, 1910. 2120

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 246.

In re Willie Desmarais, trader, butcher, of Saint-Eugène, district of Arthabaska,
Insolvent.

The said Willie Desmarais having made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the twenty fifth of April, 1910, on the petition of Joseph Beaugard, junior, trader, of Saint-Hélène de Bagot, district of Saint-Hyacinthe, the undersigned, deputy protonotary of the said court, appoints the said Joseph Beaugard, junior, provisional guardian to the said insolvent, in accordance with the provisions of article 861 of the code of civil procedure.

Dated at Arthabaskaville, this twenty fifth day of April, nineteen hundred and ten.

ADELARD PICHER,
Dep. P. S. C.

True copy,
Adelard Picher,
Dep. P. S. C. 2118

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 50.

The 26th April, 1910.

Before the protonotary, (in the absence of the judge.)

The Molsons Bank, Plaintiff ;

J. A. Bernard, Defendant.

Seeing the motion of the plaintiff ; the same is granted.

Therefore, the creditors of the defendant are

requis de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans la ville d'Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion d'avis publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec".

P. H. COTÉ,
P. C. S.

Vrai copie,
P. H. Côté,
P. C. S.

Nap. Garceau,
Procureur de la demanderesse. 2115

called on to file their claims at the office of the protonotary of the superior court, in the town of Arthabaska, within fifteen days from the date of the first insertion of a notice published twice in the english and french languages in the "Quebec Official Gazette".

P. H. COTE,
P. S. C.

True copy,
P. H. Côté,
P. S. C.

Nap. Garceau,
Attorney for plaintiff. 2116

Index de la Gazette Officielle de Québec No 17.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—Dmes Angers vs Tremblay, 1001 ; Barsalou vs Sicotte, 1001 ; Boutillette vs Lachance, 998 ; Cora vs Waldron, 1001 ; Desroches vs Hervey, 999 ; Gervais vs Mason, 999 ; Korber vs Stern, 999 ; Martel vs Lanier, 999 ; Nelson vs Gardner, 999 ; Ouellette vs Gagnon, 1001 ; Papin vs Lamothe, 1000 ; Picard vs Plamondon, 999 ; Plante vs Brissette, 1000 ; Raiche vs Tanguay, 1001 ; Trudeau vs Barbeau, 1000 ; Villandré vs Chassé, 1000.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 998 ; Pothier vs Mullen, 1000.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 983.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, 998 ; The Dominion Expressmen Benefit Society, 998.

AVIS :—Gilmour & Hughson Coy, 1015 ; Tabernacle Baptist Church, Montreal 998.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 994 ; Conseil législatif, 993.

CEBROLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse Saint-Joseph de Lanoraie, 1015.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—B. & S. Lumber Coy, 1014.

COMPAGNIE AUTORISÉE A VENDRE SES ACTIONS, ETC :—Rubicon Silver Mining Coy, Ltd., 1014.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Cité de Québec, 997 ; Corporation de la ville de Saint-Jérôme, 1015 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 990 ; The Investment Trust Coy, Ltd., 997.

FAILLIS :—Côté, 1016 ; DeChantal, 1002 ; Desmarais, 1017 ; Fleury et al, 1002 ; Gagnon, 1016 ; Gauthier, 1016 ; Goldstein, 1017 ; Laliberté, 1016 ; Lapensée, 1002 ; Lemarier, 1017 ; Morrison, 1002 ; Succession Vidal, 1017 ; Ville-neuve, 1001 ; Vinet, 1016.

LETTRES PATENTES :—Canada Caramel Coy, Ltd., 980 ; Cie P. P. Giguère, Limitée, 990 ; Gerard Lomer Ltd, 986 ; La Cie du Crédit Agricole, 987 ; La Cie de l'Hôtel Dufresne des Trois Rivières, 991 ; Stewart, Denault & Cie, Ltd.,

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Angers vs Tremblay, 1001 ; Barsalou vs Sicotte, 1001 ; Boutillette vs Lachance, 998 ; Cora vs Waldron, 1001 ; Desroches vs Hervey, 999 ; Gervais vs Mason, 999 ; Korber vs Stern, 999 ; Martel vs Lanier, 999 ; Nelson vs Gardner, 999 ; Ouellette vs Gagnon, 1001 ; Papin vs Lamothe, 1000 ; Picard vs Plamondon 999 ; Plante vs Brissette, 1000 ; Raiche vs Tanguay, 1001 ; Trudeau vs Barbeau, 1000 ; Villandré vs Chassé, 1000.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 998 ; Pothier vs Mullen, 1000.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c. 983.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Broughton, 998 ; The Dominion Expressman Benefit Society, 998.

NOTICE :—Gilmour & Hughson Coy, 1015 ; Tabernacle Baptist Church, Montreal, 998.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 994 ; Legislative Council, 993.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Parish Saint Joseph de Lanoraie, 1015.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—B. & S. Lumber Coy, 1014.

COMPANY AUTHORIZED TO SELL ITS SHARES, &c. :—Rubicon Silver Mining Coy, Ltd, 1014.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—City of Québec, 997 ; Corporation of the town of Saint Jérôme, 1015 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 990 ; The Investment Trust Coy, Ltd, 997.

INSOLVENTS :—Côté, 1016 ; DeChantal, 1002 ; Desmarais, 1017 ; Eleury et al, 1002 ; Gagnon, 1016 ; Gauthier, 1016 ; Goldstein, 1017 ; Laliberté, 1016 ; Lapensée, 1002 ; Lemarier, 1017 ; Morrison, 1002 ; Estate Vidal, 1017 ; Ville-neuv, 1001 ; Vinet, 1016.

LETTERS PATENT :—Canada Caramel Coy, Ltd, 980 ; Cie P. P. Giguère, Limitée, 990 ; Gerald Lomer, Ltd, 986 ; La Cie du Crédit Agricole, 987 ; La Cie de l'Hôtel Dufresne des Trois Rivières, 991 ; Stewart, Denault & Cie, Ltd,

986 ; The Dominion Gold Fields of Canada, 988 ; Westlea Realty Coy, 989 ; William Mc-William, incorporé, 992.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers lots de La Conception, à Coupalville, comté de Terrebonne, 987 ; Divers lots de la paroisse de Lachine, à Côteau Saint-Pierre, comté d'Hochelaga, 984 ; Divers lots de Guigues à Témiscamingue, comté de Pontiac, 1015 ; Divers lots de Saint-Médore de Warwick à Chenier, comté d'Arthabaska, 988 ; Divers lots de la Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End à Outremont, comté d'Hochelaga, 987 ; Limoilou, 993 ; Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, 988.

NOMINATIONS :—Agent des Terres et Forêts :—Bouraventure-Est, 983
Conseillers municipaux :—Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, 983.
Juges de paix :—Trois-Rivières, 983.

ORDRE DE COUR :—Molson's Bank, vs Bernard, 1017.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Leclerc vs Guillemette, 1002.

BEAUHARNOIS :—Granger & Frères vs Dme Mc-Naughton, 1003 ; Préville (Dme) vs Sauvé, 1003.

BEDFORD :—Nutting vs Martel, 1004.

IBERVILLE :—Moorehouse vs Molleur, 1004.

JOLIETTE :—Brissette vs Lefrançois, 1005 ; Dalphond vs Gauthier, 1006 ; Rivest vs Vaillant, 1006.

MONTREAL :—Graddon et Owens vs Justus, 1007 ; The Lake of the Woods Milling Coy vs Lalonde, 1006.

OTTAWA :—Massey Harris Co vs Morin, 1007.

QUEBEC :—Bourgeois vs The Grondines Stone, Lime & Brick Coy, 1007 ; L. cité de Québec vs Cosgrove, 1008.

RIMOUSKI :—Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pelletier, 1009.

SAGUENAY :—Warren, failli, 1009.

SAINT FRANCOIS :—Andrew (Dme) vs Viens, 1010 ; Banque Nationale vs Garneau et al, 1010.

SAINT HYACINTHE :—Banque de Saint Hyacinthe et al vs Morison, 1012 ; Godard (Dme) vs Morison, 1011 ; Rodier (Dme) vs Loranger, 1011.

TROIS RIVIÈRES :—Milot vs Vézina et al, 1013 ; Nault vs Kirouac, 1013 ; Panneton (Dme) et vir, vs Turcotte, 1014 ; Turcotte (Dme) vs Guénard, 1014.

986 ; The Dominion Gold Fields of Canada, 988 ; Westlea Realty Coy, 989 ; William Mc-William, incorporated, 992.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c. :—Several lots of La Conception, to Coupalville, county of Terrebonne, 987 ; Several lots of the parish of Lachine, to Côteau Saint Pierre, county of Hochelaga, 984 ; Several lots of Guigues, to Témiscamingue, county of Pontiac, 1015 ; Several lots of Saint Médore de Warwick to Chenier, county of Arthabaska, 988 ; Several lots of la ville-de Saint-Louis-de-Mile-End to Outremont, county of Hochelaga, 987 ; Limoilou, 993 ; Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, 988.

APPOINTMENTS :—Lands and Forêts' agent :—Bouraventure-Est, 983.
Municipal councillors :—Saint Colomban, county of Two Mountains, 983.
Justices of the peace :—Three Rivers, 983.

ORDER OF COURT :—Molson's Bank vs Bernard, 1017.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Leclerc vs Guillemette, 1002.

BEAUHARNOIS :—Granger & Frères vs Dme Mc-Naughton, 1003 ; Préville (Dme) vs Sauvé, 1003.

BEDFORD :—Nutting vs Martel, 1004.

IBERVILLE :—Moorehouse vs Molleur, 1004.

JOLIETTE :—Brissette vs Lefrançois, 1005 ; Dalphond vs Gauthier, 1006 ; Rivest vs Vaillant, 1006.

MONTREAL :—Graddon et Owens vs Justus, 1007 ; The Lake of the Woods Milling Coy vs Lalonde, 1006.

OTTAWA :—Massey Harris Co vs Morin, 1007.

QUÉBEC :—Bourgeois vs The Grondines Stone, Lime & Brick Coy, 1007 ; The city of Québec vs Cosgrove, 1008.

RIMOUSKI :—Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pelletier, 1009.

SAGUENAY :—Warren, insolvent, 1009.

SAINT FRANCOIS :—Andrew (Dme) vs Viens, 1010 ; Banque Nationale vs Garneau et al, 1010.

SAINT-HYACINTHE :—Banque de Saint Hyacinthe et al vs Morison, 1012 ; Godard (Dme) vs Morison, 1011 ; Rodier (Dme) vs Loranger, 1011.

TROIS RIVIÈRES :—Milot vs Vézina et al, 1013 ; Nault vs Kirouac, 1013 ; Panneton (Dme) et vir, vs Turcotte, 1014 ; Turcotte (Dme) vs Guénard, 1014.

